

Communication institutionnelle, un concept redéfini par la transformation numérique **P5**



Équipe nationale
Bensebaini
opérationnel,
les Verts affinent leur
plan de bataille **P12**

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Dimanche 14 juin 2026 / N° 1361 / PRIX 20 DA

Hydrogène vert

L'ALGÉRIE, FUTUR MAILLON FORT DE L'APPROVISIONNEMENT EUROPÉEN

*Le projet présente un avantage économique majeur puisque plus de 60 % de son tracé reposerait sur la reconversion de gazoducs existants, réduisant ainsi les coûts d'investissement et les délais de déploiement. **P3***



Campagne électorale

PROGRAMMES, DÉBATS ET APPELS À LA PARTICIPATION MASSIVE **P2**



Moyen-Orient
**TÉHÉRAN ET WASHINGTON
PROCHES D'UN ACCORD,
LES MARCHÉS SE CALMENT** **P4**

Saïd Chanegriha :

L'ANP engagée dans une bataille décisive pour préserver la souveraineté nationale

*S'adressant aux cadres, officiers et personnels de l'École supérieure de Guerre, le Général d'Armée a insisté sur la nécessité d'adapter en permanence les programmes d'enseignement aux mutations rapides que connaît le monde actuel, notamment dans les domaines géostratégique, géopolitique et militaire. **P16***



CAMPAGNE ÉLECTORALE

Programmes, débats et appels à la participation massive

La campagne électorale pour les législatives du 2 juillet bat son plein à travers le pays. Dirigeants et militants des principaux partis politiques ont multiplié ces trois derniers jours les meetings, les réunions de proximité et les appels à la mobilisation, chacun cherchant à convaincre les citoyens de l'importance de ce scrutin pour l'avenir du pays.

PAR BOUALEM B.

Si les discours se multiplient à travers le territoire national en offrant une diversité de propositions et de thèmes, une constante se dégage, la volonté affichée par les formations politiques de renouer le lien de confiance avec l'électeur. Le Front El-Moustakbal, dirigé par Fateh Boutbig, a ainsi insisté, lors d'un meeting à Djelfa, sur l'importance de la participation électorale pour élire un parlement « fort », capable de porter le développement et de construire la « nouvelle Algérie ». Le parti propose un programme centré sur l'autonomisation des jeunes par l'investissement, la formation et l'innovation, avec pour objectif de bâtir « une économie productive, un système sco-

laire performant et une université innovante ». Boutbig a également souligné que les candidats de son parti s'engagent à être « honnêtes, travailleurs et en contact permanent avec les citoyens ». De son côté, Abdelkader Bengrina, chef du mouvement Al Bina, a appelé, depuis Boumerdès, à une sélection rigoureuse des représentants du peuple, afin de consolider la souveraineté nationale et l'unité du pays. Pour lui, la participation aux Législatives est un acte de stabilité pour les institutions de l'État et un rempart contre ceux qui cherchent à nuire à la nation. Son parti met en avant le soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique, qu'il considère comme « le moteur du développement et de la construction d'une Algérie nouvelle et victorieuse ». Le Front des forces socialistes (FFS), par la voix de Youcef Aouchiche, se positionne en « opposition constructive », promettant de mobiliser ses troupes pour créer la surprise et renforcer le processus démocratique par la participation citoyenne. Youcef Aouchiche a réaffirmé l'engagement de son parti en faveur d'une « opposition constructive », capable de proposer des solutions pour l'intérêt général. Il a également mis l'accent sur la nécessité d'intensifier le travail de terrain pour attirer les électeurs et les informer du programme du FFS.

Des appels à la mobilisation et à la transparence

D'autres formations politiques ont également marqué leur présence sur le terrain. Mohamed Dhoubi, secrétaire général du mouvement Ennahda, a insisté à Skikda sur l'importance de voter pour des « candidats compétents », afin d'améliorer le fonctionnement du Parlement et de répondre aux préoccupations des citoyens. Pour lui, le représentant doit être un lien entre la population et les pouvoirs publics.



Mounir Bouden, secrétaire général du Rassemblement démocratique national (RND), a souligné, depuis Tlemcen, l'importance d'une large participation, notamment chez les jeunes, pour renforcer les institutions élues et consolider la pratique démocratique. Il a salué la loi électorale actuelle comme une étape vers plus de transparence et d'égalité des chances pour tous les participants. Fatima Zahra Zerouati, la présidente de Tajamou Amel El-Djazaïr (TAJ), a exhorté les électeurs de Batna à choisir des candidats compétents, capables de transmettre fidèlement leurs préoccupations aux autorités. Elle a réitéré l'appel à une participation massive, afin de saisir cette opportunité démocratique. Lamine Osmani, chef du parti Sawt El Shaab (Voix du Peuple), a mené une campagne de sensibilisation à Alger, insistant sur le devoir des élus d'écouter les citoyens et de défendre leurs intérêts au sein des institutions. Son parti a lancé une série de réunions de terrain pour renforcer le dialogue direct avec la population. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a officiellement lancé sa campagne électorale vendredi passé lors d'une rencontre au siège du parti à Tizi-Ouzou. Dans une allocution, son président, Athmane Ma-

zouz, a dénoncé les obstacles dressés devant les candidats, les partis et les électeurs, évoquant des listes éliminées, des candidatures rejetées, des contraintes administratives excessives et des procédures opaques. Pour lui, ces pratiques remettent en cause le principe même de la souveraineté populaire et fragilisent la crédibilité du processus démocratique. Le RCD a présenté à cette occasion un programme électoral structuré autour de cent propositions, visant à redonner confiance, reconstruire l'État et remettre l'Algérie sur le chemin du développement. Ce qui attire l'attention durant ces premiers jours de campagne, c'est l'unanimité des appels à une participation massive au vote. Les partis, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, insistent sur l'importance de ce scrutin pour l'avenir du pays. Certains soulignent les défis liés à la crédibilité du processus électoral, tandis que d'autres mettent en avant leurs programmes et leur volonté de servir les citoyens. Pour tous, l'enjeu est le même, celui de convaincre les citoyens que leur voix compte, et que ces législatives peuvent être une étape vers une démocratie plus vivante, plus inclusive et plus efficace. ■

Le RND plaide pour la réforme du système éducatif

PAR MERIEM KACI

Le secrétaire général du Rassemblement National Démocratique (RND), Mondher Bouden, a affirmé que la réforme du système éducatif figure parmi l'une des priorités du parti, appelant à sa révision afin qu'il soit en adéquation avec les exigences de l'ère actuelle et qu'il garantisse la formation de générations capables de faire face aux défis futurs.

Animant un meeting populaire dans le cadre de la campagne électorale à Chlef, M. Bouden a expliqué que les programmes scolaires nécessitent une révision pour assurer un équilibre dans le parcours éducatif et alléger la pression qui pèse sur les enfants. À cet égard, il a révélé que le parti propose un plan visant à mettre fin au problème de la lourdeur du cartable scolaire et à plafonner à quatre le nombre de matière enseigné par jour. M. Bouden a également suggéré l'abolition du système de la double vacation au profit de la vacation unique jusqu'à 14 heures, ce qui permettrait à l'élève et à l'enseignant de disposer d'un temps suffisant pour le repos et la récupération, a-t-il ajouté.

Concernant la restauration scolaire, le SG du RND a insisté sur la nécessité de mettre fin aux disparités enregistrées entre les établissements, réaffirmant son soutien à l'unification des repas chauds et à la garantie de l'équité dans l'accès aux prestations fournies aux élèves.

Par ailleurs, il a souligné que la protection des enfants contre le fléau de la drogue figurerait parmi les programmes essentiels que le parti défendra auprès du gouvernement, afin d'atténuer la souffrance des familles et de faire face à ce phénomène.

Sur un autre registre, il a réclamé la création de deux zones industrielles et la relance de 16 projets touristiques sur le littoral de la wilaya de Chlef, dans le but de créer six mille postes d'emploi pour les jeunes.

Béjaïa : entre espoir et scepticisme

PAR IDIR MEHDAOUI

À l'approche du jour du scrutin, les avis des citoyens restent partagés. Entre ceux qui croient encore à la possibilité d'un changement à travers les urnes et ceux qui affichent leur scepticisme, le débat continue d'animer les discussions dans les quartiers, les cafés et les espaces publics. Dans un quartier populaire de Béjaïa, Karim, un jeune habitant rencontré lors d'une discussion entre voisins, ne cache pas son « pessimisme ». Pour lui, ces élections ne changeront rien à son quotidien. Il estime que les futurs élus profiteront surtout des avantages liés à leur fonction, sans apporter de véritables solutions aux préoccupations des citoyens. « Je ne pense pas qu'il y aura un changement. Les candidats qui seront élus vont simplement bénéficier des privilèges liés à leur mandat. Regardez les élus de l'APC. Depuis leur arrivée,

ils n'ont rien fait pour nous. Alors comment peut-on espérer davantage d'un député ? », affirme-t-il avec conviction.

Selon lui, « les promesses électorales reviennent à chaque échéance, mais les résultats sur le terrain restent souvent invisibles. Il considère que de nombreux citoyens ont perdu confiance dans les institutions et ne croient plus aux discours des candidats. Cependant, cette vision n'est pas partagée par tous. Mohammed, présent lors de la discussion, intervient pour nuancer les propos de son voisin. Pour lui, il ne faut pas mettre tous les candidats dans le même panier. Certes, certains élus n'ont pas répondu aux attentes de la population, mais cela ne signifie pas que tous les candidats sont identiques. Parmi eux, il y a des personnes instruites, compétentes et expérimentées dans la vie politique. Elles peuvent apporter leur contribution et défendre les intérêts des citoyens », explique-t-il. Pour Mourad Biatour,

candidat du RCD, la participation aux élections législatives prochaines constitue un choix assumé et une opportunité de changement. Selon lui, « la population a besoin d'une nouvelle dynamique politique capable de répondre à ses attentes et à ses préoccupations ». Et, ajoute-t-il, « nous participons à ce scrutin parce que nous voulons qu'il y ait un véritable changement. La population a besoin de nous. Depuis longtemps, beaucoup de citoyens sont gagnés par le pessimisme et la déception. Notre objectif est de leur redonner espoir et de leur montrer qu'il est encore possible de faire évoluer les choses à travers l'engagement politique et la participation citoyenne.

Azibi Mebrouk, élu du FFS à l'APW de Béjaïa, estime, quant à lui, que la participation aux élections législatives du 2 juillet représente un acte de responsabilité citoyenne et un moyen essentiel pour les électeurs de faire entendre leurs préoccupations au niveau national. ■

	Quotidien national d'information édité par la SARL ADRA COM Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger Rédaction@lexpressquotidien.dz www.lexpressquotidien.dz Tél./Fax : 028 26 99 24 Service-pub@lexpressquotidien.dz	GÉRANT : NOURDINE BRAHMI DIRECTEUR HONORAIRE: ZAHIR MEHDAOUI DIRECTEUR DE LA PUBLICATION RABAH YUCEF RABAH	«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À: L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42 Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 Email : agence.rcgic@anep.com.dz Programation.rcgic@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz	Impression: Société d'Impression d'Alger (SIA) Diffusion: Media Distribution Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.
				

HYDROGÈNE VERT

L'Algérie, futur maillon fort de l'approvisionnement européen

Les nouveaux scénarios européens en matière de transition énergétique consacrent le corridor SouthH2 comme un axe stratégique d'approvisionnement du continent en hydrogène vert. Les récents rapports publiés par les gestionnaires européens des réseaux d'électricité et de gaz dévoilent des projections qui placent l'axe Algérie-Italie parmi les acteurs clés de la transition énergétique européenne à l'horizon 2050.

PAR MAHREZ Z

Publié le 11 juin dans le cadre de la préparation des futurs Plans décennaux de développement des réseaux européens (Ten-Year Network Development Plans - TYN-DP 2026), le rapport, élaboré conjointement par ENTSO-E (European Network of Transmission System Operators for Electricity), l'association regroupant les gestionnaires des réseaux de transport d'électricité de 36 pays européens, et ENTOSG (European Network of Transmission System Operators for Gas), qui fédère les opérateurs des réseaux gaziers européens, servira de base à la planification des futures infrastructures énergétiques du continent à l'horizon 2050. Reprenant ces nouvelles projections, le média italien spécialisé Energia Oltre souligne que les rapports publiés montrent que la production européenne ne sera pas en mesure de couvrir, à elle seule et dans des conditions compétitives, l'ensemble des besoins futurs en hydrogène renouvelable. L'Union européenne devra donc s'appuyer sur de grands corridors d'importation reliant les zones de production aux principaux centres industriels du continent. C'est précisément dans ce contexte que le corridor SouthH2 prend toute son importance. Energia Oltre souligne que les nouveaux scénarios identifient ce corridor, à court et moyen termes, comme le principal axe d'approvisionnement en hydrogène de l'Italie en termes de volumes importés, ce qui place l'Algérie au cœur du futur dispositif énergétique européen. « Les projections concernant les importations d'hydrogène par pipeline indiquent que le corridor Algérie-Tunisie-Italie constituera le principal moteur d'approvisionnement initial de l'Union européenne, avec une capacité estimée à 26,2 TWh dès 2030, qui devrait atteindre 84 TWh à l'horizon 2050. Cet axe énergétique surpasse même, en termes de volumes initiaux, les corridors prévus entre le Maroc et l'Espagne ou entre l'Ukraine et la Slovaquie, positionnant ainsi l'Italie comme le hub énergétique naturel de la Méditerranée », écrit le média italien. Selon les hypothèses retenues dans les scénarios rendus publics, les flux d'hydrogène acheminés vers l'Italie proviendraient à 60 % d'Algérie et à 40 % de Tunisie, via le corridor qui doit relier l'Algérie à l'Allemagne en passant par la Tunisie, l'Italie et l'Autriche afin d'alimenter



les grands sites industriels européens. Ce positionnement confère à l'Algérie un rôle de premier plan dans la future géographie énergétique européenne. Le pays ne serait ainsi plus seulement considéré comme un fournisseur de gaz naturel, mais également comme l'un des partenaires clés de l'Union européenne dans le développement du marché de l'hydrogène vert. La capacité du corridor représenterait plus de 40 % de l'objectif européen d'importation d'hydrogène fixé dans le cadre du plan REPowerEU. Autrement dit, une part substantielle des importations d'hydrogène envisagées par Bruxelles pourrait transiter par cet axe méditerranéen. Le projet présente en outre un avantage économique majeur puisque plus de 60 % de son tracé reposerait sur la reconversion de gazoducs existants, réduisant ainsi les coûts d'investissement et les délais de déploiement. L'Italie se positionne désormais comme le « futur hub énergétique de l'Europe », selon le média italien, qui souligne également le rôle joué par les opérateurs italiens dans l'élaboration des scénarios européens. Les experts de Terna, gestionnaire du réseau électrique italien, et de Snam, principal opérateur gazier du pays et partenaire du projet SouthH2, ont présidé plusieurs groupes de travail chargés d'élaborer les hypothèses relatives

à l'évolution des réseaux d'électricité, de gaz et d'hydrogène. En intégrant son partenariat avec l'Algérie aux scénarios officiels de planification énergétique de l'Europe, où elle apparaît comme l'un des principaux fournisseurs potentiels d'hydrogène renouvelable du continent, l'Italie entend « jouer un rôle de premier plan non seulement dans la phase d'analyse technique, mais aussi dans la définition de la géographie des futurs approvisionnements ». « Fabrizio Vedovelli, de Terna, a coordonné le groupe de pilotage d'ENTSO-E, tandis que les experts de Snam, Daniele Ceccarelli et Filippo Favero, ont dirigé les sous-équipes chargées de la modélisation de l'offre et de la demande », précise Energia Oltre. À rappeler que le corridor SouthH2 figure parmi les Projets d'intérêt commun (PIC), des infrastructures transfrontalières stratégiques définies par l'Union européenne dans le cadre du règlement RTE-E (Trans-European Networks for Energy - TEN-E). Cette législation européenne fixe les règles encadrant le développement des infrastructures énergétiques transfrontalières. En février 2026, le projet a également été mis en avant parmi les « European Energy Highways », les infrastructures considérées comme prioritaires pour la sécurité énergétique et la décarbonation du continent. ■

PROJET DE LOI DE FINANCES 2027

Plus de rigueur, plus d'efficacité dans la dépense publique

Le projet de loi de finances 2027, actuellement en phase de préparation et d'arbitrage, devrait consacrer une approche plus rigoureuse et plus performante de la dépense publique d'investissement. Les nouvelles orientations du ministère des Finances mettent l'accent sur la priorisation des projets, leur maturation en amont et le suivi efficace de leur réalisation. La priorité sera accordée à l'achèvement des projets déjà engagés, en particulier ceux dont le taux de réalisation dépasse 70 % ou présentant un fort impact socio-économique.

Les ordonnateurs sont également appelés à reporter ou supprimer les dépenses dont l'utilité n'est pas démontrée et à hiérarchiser leurs actions selon leur contribution aux objectifs stratégiques et leur degré d'urgence. Dans cette logique de performance, les ressources budgétaires devront être étroitement alignées

sur les résultats attendus. Les financements seront orientés vers le soutien à la croissance économique, le développement des secteurs hors hydrocarbures, l'encouragement de l'industrie locale, la poursuite des grands projets structurants, notamment dans les mines, ainsi que les programmes liés à la sécurité alimentaire, à la sécurité hydrique, au développement local et à la numérisation. Tout en maintenant un important effort d'investissement, le PLF 2027 vise



ainsi à renforcer l'efficacité, la discipline budgétaire et la qualité de l'exécution des projets publics. Y. R.

Éditorial L'EXPRESS

UNE CARTE DU POTENTIEL ÉNERGÉTIQUE

PAR NASSIM TERKI

Une étude récente publiée dans la revue scientifique Applied Energy, intitulée « Atlas national avancé et perspectives d'exportation de l'hydrogène vert : le cas de l'Algérie », vient conforter une lecture désormais de plus en plus partagée dans les cercles énergétiques internationaux : l'Algérie dispose d'un potentiel structurant dans la nouvelle économie de l'hydrogène vert. Loin des projections spéculatives, les résultats avancés donnent corps à une réalité géoénergétique difficilement contestable. L'étude évalue le coût de production de l'hydrogène vert en Algérie entre 4,6 et 5,2 euros le kilogramme, un niveau jugé compétitif à l'échelle internationale. Cette performance potentielle s'explique d'abord par un atout majeur et durable : un territoire dont près de 80 % est désertique, bénéficiant d'un ensoleillement parmi les plus élevés au monde. L'irradiation solaire y varie entre 4,6 et 6,6 kWh/m²/jour, avec plus de 3 500 heures d'ensoleillement annuel dans les régions sahariennes. Dans un contexte mondial marqué par l'accélération de la transition énergétique, ces données placent l'Algérie dans une position singulière. L'Union européenne, à travers son programme REPowerEU, ambitionne d'importer jusqu'à 10 millions de tonnes d'hydrogène vert par an à l'horizon 2030. À cet égard, la proximité géographique de l'Algérie avec le marché européen constitue un avantage stratégique déterminant, renforcé par l'existence d'infrastructures énergétiques déjà partiellement établies. Au plan national, la dynamique engagée confirme cette orientation. L'Algérie projette de développer environ 13,5 gigawatts d'énergie solaire d'ici 2030, dans le cadre d'un programme plus large visant 15 000 mégawatts d'énergies renouvelables à l'horizon 2035. L'énergie photovoltaïque est appelée à jouer un rôle central, compte tenu de la disponibilité foncière et du potentiel d'irradiation sur l'ensemble du territoire sud. À l'échelle mondiale, les chiffres rappellent l'urgence de la transition énergétique. La production d'hydrogène atteint près de 100 millions de tonnes par an, mais moins de 1 % provient de procédés bas carbone. Dans le même temps, les méthodes conventionnelles génèrent environ 920 millions de tonnes de CO₂ chaque année, soulignant le poids environnemental du modèle actuel et la nécessité de solutions alternatives crédibles. Les auteurs de l'étude ont développé un atlas spatial avancé intégrant plusieurs paramètres : ressources solaires, infrastructures de transport, contraintes hydriques, disponibilité foncière et scénarios d'exportation. Les résultats montrent que les pipelines, notamment vers l'Europe, constituent l'option la plus efficace à long terme, tout en ouvrant la voie à des solutions complémentaires comme le dessalement de l'eau de mer ou l'exploitation des nappes souterraines pour alimenter les électrolyseurs. Enfin, l'un des enseignements majeurs réside dans l'optimisation technologique : l'usage de panneaux solaires inclinés améliore significativement les rendements et réduit les coûts de production. Au-delà des projections, c'est donc une architecture industrielle cohérente qui se dessine, adossée à des atouts naturels exceptionnels. L'Algérie apparaît ainsi non seulement comme un acteur potentiel, mais comme un futur pilier de la nouvelle géographie mondiale de l'énergie propre.

MOYEN-ORIENT

Téhéran et Washington proches d'un accord, les marchés se calment

À moins d'une intervention de l'entité sioniste susceptible de faire capoter un probable accord, Washington et Téhéran semblent plus que jamais proches d'un compromis susceptible de mettre fin à une guerre d'agression américano-sioniste qui a fait des centaines de martyrs et des milliers de blessés en Iran, en plus de la destruction d'importantes infrastructures, notamment énergétiques.

PAR MAHDI B.

Après les affrontements de la semaine dernière, les deux pays paraissent désormais se rapprocher d'un accord global, selon les dernières déclarations de responsables des deux parties. Toutefois, les contours précis de ce compromis restent encore à définir et à valider. Hier, Téhéran a démenti certaines informations faisant état d'une signature imminente d'un accord avec les États-Unis visant à mettre un terme durablement à la guerre au Moyen-Orient, a indiqué l'agence de presse Irna. « Nous devons attendre pour connaître la date exacte de la signature. Ce ne sera pas demain », a déclaré à Irna le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaï, évoquant plutôt une échéance dans « les prochains jours ». « Dès que les dernières étapes de nos négociations seront achevées, cet accord sera signé et annoncé. Cela pourrait arriver dans les prochains jours. J'ai bon espoir », a-t-il ajouté. Selon lui, le compromis prévoit notamment la levée du blocus américain des ports iraniens ainsi qu'un nouveau mode de gestion du détroit d'Ormuz, voie maritime stratégique pour le commerce mondial des hydrocarbures. À Washington, un haut responsable américain, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, a estimé à « 80 à 85

% » la probabilité d'un accord-cadre ouvrant une période de 60 jours de discussions techniques, tout en soulignant que « la ligne d'arrivée n'a pas encore été franchie ». À Téhéran, le quotidien Etamad salue la perspective de « sortir de l'impasse géopolitique et économique chronique », tandis que le journal conservateur Kayhan estime que le pays doit conserver le contrôle du détroit d'Ormuz, considéré comme « la plus grande faiblesse de l'ennemi ». Aux États-Unis, Donald Trump est sous pression pour sortir politiquement indemne d'un conflit devenu impopulaire, à l'approche des élections de mi-mandat prévues en novembre. Vendredi, il s'est emporté contre les Iraniens, les accusant d'avoir fait fuir des informations sur l'accord qui « n'ont RIEN à voir avec les termes (...) convenus par écrit ». L'agence de presse iranienne Mehr avait auparavant publié ce qu'elle présentait comme une ébauche de protocole en 14 points répondant à plusieurs exigences iraniennes, notamment le droit à l'enrichissement de l'uranium ainsi que le déblocage rapide de 24 milliards de dollars de fonds iraniens gelés à l'étranger. Selon le responsable américain, le compromis devrait conduire à la réouverture du détroit d'Ormuz, au démantèlement du programme nucléaire iranien et permettre aux États-Unis de récupérer l'uranium hautement enrichi, le-

quel serait ensuite « détruit » puis « évacué » du territoire iranien. De son côté, Téhéran préconise une dilution sur son territoire des stocks d'uranium enrichi à 60 %. Leur abaissement à un taux inférieur à 5 %, loin des 90 % requis pour fabriquer une arme nucléaire, réduirait considérablement les craintes liées à une éventuelle militarisation du programme nucléaire iranien. Les autorités iraniennes continuent de démentir toute volonté d'acquiescer l'arme atomique, contrairement aux accusations formulées par Washington et l'entité sioniste. Concernant les avoirs iraniens gelés, le vice-président américain JD Vance a insisté sur le réseau X : « Les Iraniens ne recevront pas d'argent et les fonds ne seront pas débloqués simplement par une signature d'accord. » Cette question demeure cruciale pour l'Iran, dont l'économie reste fortement affectée par plusieurs décennies de sanctions occidentales. Par ailleurs, le dossier libanais, autre volet majeur des discussions, serait également inclus dans les négociations en cours, selon le haut responsable américain, alors que Téhéran réclame son intégration dans le futur accord. Washington avait auparavant indiqué vouloir dissocier cette question du reste des pourparlers. Les attaques de l'armée sioniste contre le Liban ont fait, selon un bilan officiel, plus de 3 700 martyrs. À



Islamabad, les autorités pakistanaises confirment également le rapprochement entre les positions américaine et iranienne. Le Premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif, dont le gouvernement joue un rôle de médiateur entre les deux parties, avait déclaré samedi qu'un accord de paix pourrait être finalisé dans les 24 heures. « Nous sommes plus proches que jamais d'un accord de paix. Sa finalisation est probablement attendue dans les prochaines 24 heures et le Pakistan se prépare à la signature électronique de l'accord immédiatement après », a affirmé Shehbaz Sharif sur X. Des « discussions techniques » devraient suivre « la semaine prochaine », a-t-il précisé. Les versions d'un éventuel accord présentées par les médias iraniens et les responsables américains divergent toutefois sur plusieurs points, après des semaines de négociations difficiles. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, avait d'ailleurs rappelé que « tant qu'un accord complet

n'aura pas été conclu, on ne pourra affirmer avec certitude qu'un terrain d'entente a été trouvé ». En marge des négociations, le Commandement américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a annoncé, dans la nuit, avoir abattu « plusieurs drones d'attaque » lancés par l'Iran et destinés à frapper des navires commerciaux transitant par le détroit d'Ormuz. Malgré ces incidents, le Centcom a indiqué que « le trafic maritime dans le détroit reste fluide ». Sur les marchés financiers, l'apaisement des tensions a été accueilli favorablement par les investisseurs. Les places boursières ont terminé la semaine dans le vert, le Dow Jones progressant de 0,70 % à 51 202,26 points. Le marché pétrolier a également réagi aux perspectives d'un accord américano-iranien. Le Brent a clôturé à 87,33 dollars le baril, en baisse de 3,05 dollars (-3,37 %), tandis que le WTI, référence américaine, a terminé à 84,88 dollars, reculant de 2,83 dollars (-3,23 %) par rapport à la séance de jeudi. ■

LE CABINET BRITANNIQUE PENSPEN EN PARLE

Le TSGP gagne ses galons sur la scène gazière internationale

Dans un contexte marqué par les tensions sur l'offre gazière mondiale et la multiplication des incertitudes géopolitiques, le gazoduc transsaharien (TSGP) apparaît comme l'une des alternatives les plus crédibles pour sécuriser l'approvisionnement énergétique de nombreux marchés. Long de 4 200 kilomètres, cet ouvrage stratégique reliant le Nigeria à l'Algérie via le Niger se présente comme une nouvelle artère énergétique appelée à redessiner les flux gaziers entre l'Afrique et l'Europe. À l'heure où plusieurs régions du monde cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement et à réduire leur exposition aux risques géopolitiques, ce projet ouvre de nouvelles perspectives pour le continent africain et renforce son positionnement sur l'échiquier énergétique international. Alors que plusieurs régions du monde demeurent exposées aux risques de perturbations des approvisionnements, notamment en provenance du Moyen-Orient, le TSGP apparaît comme une solution fiable pour les pays en quête de diversification énergétique. Le projet est d'ailleurs présenté comme une voie d'approvisionnement essentielle pour les marchés européens souhaitant réduire leur dépendance à un nombre limité de fournisseurs. Cette vision est confortée par le cabinet britannique Penspén, chargé depuis 2024 de l'étude de faisabilité du

projet. Dans ses conclusions finales, le bureau d'études souligne que le gazoduc présente des garanties solides tant sur le plan technique qu'économique. Au-delà de sa capacité annuelle de transport estimée à 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel, c'est surtout sa viabilité à long terme qui est mise en avant. Pour les observateurs du secteur, l'entrée dans la phase concrète de réalisation de ce projet constitue un signal fort adressé aux marchés internationaux. Elle témoigne de l'ambition croissante du continent africain de s'affirmer comme un acteur incontournable de la scène énergétique mondiale, avec l'Algérie en chef de file. Dans son rapport, Penspén décrit le TSGP comme une infrastructure phare susceptible de transformer durablement la dynamique énergétique africaine. Selon le cabinet britannique, le projet contribuera à renforcer la résilience des marchés face aux perturbations d'approvisionnement et aux incertitudes géopolitiques. Une fois mis en service, le gazoduc permettra d'acheminer jusqu'à 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an à travers l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord avant de rejoindre les marchés européens. Pendant que le projet de gazoduc Nigeria-Maroc peine à franchir les différentes étapes de sa concrétisation, notamment en raison des difficultés liées à son financement et à la mobilisation po-

litique des quatorze pays concernés, le TSGP continue d'enregistrer des avancées significatives. L'annonce du lancement prochain des travaux des deux tronçons restants, représentant près de 1 700 kilomètres, vient confirmer la solidité de l'option transsaharienne. Cette évolution renforce également la confiance du Nigeria dans ce projet qu'il considère désormais comme un axe stratégique de son développement gazier. Le ministre nigérian du Pétrole, Ekperikpe Ekpo, avait d'ailleurs souligné, lors d'une intervention au Canada, que le gazoduc transsaharien constitue un pilier fondamental du renforcement de l'intégration énergétique africaine et du soutien à la sécurité énergétique aussi bien régionale qu'internationale. Au-delà de l'aspect infrastructurel, ce choix traduit également la reconnaissance de l'expertise algérienne dans le domaine gazier. Grâce à son expérience dans la commercialisation du gaz naturel, à la densité de ses infrastructures de transport et à son vaste portefeuille de clients répartis sur plusieurs continents, l'Algérie apparaît comme la porte d'entrée la plus crédible pour l'exportation du gaz nigérian vers les marchés internationaux. Cette crédibilité est également relevée par Penspén, qui estime que les résultats de l'étude de faisabilité confirment non seulement la viabilité technique et économique du pro-

jet, mais aussi sa fiabilité opérationnelle. Le cabinet britannique met également en avant les retombées économiques attendues. Selon ses estimations, le TSGP devrait générer d'importants bénéfices pour les pays concernés à travers la création d'emplois, le développement des infrastructures de base et la stimulation des investissements dans les industries locales. Le projet pourrait également contribuer aux efforts de transition énergétique en favorisant l'utilisation du gaz naturel, considéré comme une énergie de transition moins émettrice de carbone que plusieurs autres combustibles fossiles. Sur le territoire algérien, le projet a connu plusieurs ajustements techniques visant à optimiser son efficacité. Le tracé a notamment été revu afin de rejoindre la région d'Aoulef, dans la wilaya d'Adrar, devenue ces dernières années l'un des principaux pôles gaziers du pays. Cette région accueille aujourd'hui plusieurs projets de développement de gisements ainsi que d'importantes infrastructures de transport. Les bassins de Touat et de Reggane concentrent notamment une activité soutenue menée par différents groupements opérant dans l'exploration et la production de gaz naturel. Leur production cumulée avoisine les 8 milliards de mètres cubes par an. Selon Sonatrach, l'optimisation du tracé a permis de faire coïncider le parcours du

gazoduc avec les principales infrastructures déjà existantes, notamment les réseaux routiers et les gazoducs en exploitation. Cette approche vise à tirer pleinement profit des synergies logistiques et techniques offertes par les installations déjà en place, tout en réduisant les coûts de réalisation. Le gaz acheminé par le TSGP convergera ensuite vers Hassi R'Mel, véritable centre névralgique de l'industrie gazière algérienne. Ce hub stratégique a fait l'objet, ces dernières années, d'importants investissements destinés à renforcer ses capacités, notamment à travers le projet de Boosting dont les prochaines phases de développement sont particulièrement attendues. Dans son communiqué, Sonatrach souligne qu'à partir de Hassi R'Mel, le gazoduc transsaharien sera connecté au réseau national de transport de gaz ainsi qu'aux infrastructures d'exportation déjà opérationnelles. Cette intégration permettra au projet de s'insérer directement dans les circuits régionaux et internationaux d'acheminement du gaz naturel. Avec le TSGP, Hassi R'Mel pourrait ainsi dépasser son rôle historique de cœur battant de l'industrie gazière algérienne pour devenir l'un des principaux centres névralgiques de l'industrie gazière africaine, consolidant davantage la position de l'Algérie comme acteur énergétique majeur sur les marchés internationaux. Y.R.

LES HUILLERIES TRADITIONNELLES DE PLUS EN PLUS RETOQUÉES EN TUNISIE

L'Algérie, le débouché ultime

« Plutôt que de les abandonner sans en tirer bénéfice, des opérateurs tunisiens réintroduisent leurs huilleries traditionnelles dans le marché algérien, où elles continuent d'être exploitées. Ces huilleries sont cédées à des prix oscillant entre 10 000 et 15 000 euros, soit l'équivalent du prix d'une huilerie moderne d'une capacité de 50 kg/h ».

PAR MERIEM KACI

La Tunisie est classée parmi les plus grands producteurs de la filière oléicole dans le monde. Pour moderniser davantage cette filière, le pays restreint la délivrance d'agréments aux huilleries traditionnelles et impose un contrôle rigoureux des normes sanitaires pour faciliter l'accès aux labels internationaux, notamment, l'appellation « extra-vierge ».

En effet, selon le Conseil international oléicole, les producteurs modernes et les jurys de concours internationaux, l'usage de méthodes ancestrales notamment des presses traditionnelles avec des scourtins présentent des défauts majeurs. D'après eux, les presses traditionnelles exposent la pâte d'olive à l'air libre pendant des heures, ce qui déclenche une oxydation immédiate alors que les scourtins sont très difficiles à nettoyer. Les résidus d'huile des pressées précédentes s'y accumulent, rancissent et fermentent. Cela transmet à l'huile neuve des défauts aromatiques bien connus des professionnels.

Plutôt que de les abandonner sans en tirer bénéfice, les opérateurs tunisiens réintroduisent leurs huilleries traditionnelles sur le marché algérien, où elles continuent d'être exploitées, fait savoir Bassem Ezzi, représentant à Tunis de kocamaz, fournisseur turc de huilerie moderne.

A en croire M. Ezzi, « elles sont cédées à des prix oscillant entre 10 000 et 15 000 euros », soit l'équivalent du prix d'une huilerie moderne d'une capacité de 50 kg/h. Cependant, au lieu de racheter une huilerie

traditionnelle, un producteur a plutôt intérêt à investir un peu plus pour en acquérir une autre moderne, disent certains opérateurs de la filière oléicole. Selon Fareh Salim, représentant du fournisseur italien Amenduni en Algérie, le prix d'une huilerie varie en fonction de la capacité de sa presse. Les tarifs oscillent ainsi entre 10 millions à 70 et 80 millions de dinars. L'Algérie compte actuellement quelque 1 600 huilleries, dont la moitié est traditionnelle. Pour être compétitif à l'échelle mondiale et maximiser les rendements, leur proportion doit être ramenée à 10 ou 20 %.

Toutefois, quelle que soit l'huilerie où sont triturées les olives, l'excellence de l'huile se joue d'abord chez l'agriculteur. « La qualité de l'huile d'olive commence chez l'agriculteur, qui doit récolter les olives avec soin. Elles ne doivent pas tarder à être pressées, et cela relève de sa responsabilité pour qu'ensuite intervient le moulin », nous dit un producteur rencontré au Salon International de l'Olivier, Algeroliva 2026. Autrefois, « le moulin traditionnel était le seul choix disponible, nous étions donc obligés d'y presser nos olives. Mais aujourd'hui, nous disposons de nouveaux moulins et de technologies modernes, qui commencent par le lavage des olives selon des normes précises. Ainsi, si l'huile obtenue n'est pas extra-vierge », a-t-il ajouté.

Outre leurs exposition au soleil et à la poussière, les olives sont laissées un certain temps exposées à la poussière avant d'être pressées ce qui fait qu'elles s'acidifient et leur qualité diminue », regrette cet opérateur. Ce dernier explique qu'il n'a pas l'inten-



tion de réduire l'importance des moulins traditionnels, mais il estime qu'il est nécessaire de les moderniser, en y intégrant par exemple des systèmes de lavage. Enfin, l'huile d'olive doit être conservée dans de bonnes conditions chez le particulier à l'abri de la lumière », ajoute cet opérateur.

Cependant, la qualité d'une huile d'olives est déterminée par certains paramètres d'analyse, essentielles à chaque étape de la chaîne de production et de commercialisation. Les analyses assurent la conformité réglementaire, protègent les consommateurs et optimisent la production. Des prestations qu'assurent « Agroprolab » ; un laboratoire spécialisé dans l'analyse agroalimentaire, pharmaceutique et environnemen-

tales. Selon sa représentante, Noura Mechrouki, Agroprolab est sollicité par des opérateurs pour effectuer divers tests dont le taux de pesticides, niveau d'acidité ou dosage des polyphénols et aussi contrôle de la charge microbienne d'un emballage. Obtenir des certifications indispensables pour l'accès aux nouveaux marchés car l'exportation nécessite une maîtrise totale des exigences internationales. « Ces analyses sont un gage de crédibilité pour l'opérateur. Comme nos analyses bénéficient d'une reconnaissance internationale, notre travail est jugé fiable et n'a pas besoin d'être contre-expertisé à l'étranger. »

« La filière oléicole se développe en Algérie, mais elle n'est qu'au démarrage », estime Ramoul Abderrahma-

ne représentant de la huilerie Marmar. Au niveau national, il n'existe pas de culture de consommation de l'huile d'olive, notamment pour ses prix jugés élevés par le consommateur. Dans l'Est, à Ain Oussera, à Djelfa, il y a des endroits où les agriculteurs ont délibérément laissé les olives sur les arbres sans les cueillir. « Cette année, la récolte n'était pas terminée pendant le Ramadan et les agriculteurs ont laissé les fruits sur les branches », regrette M. Ramoul. Pour rappel, l'organisateur du salon Algeroliva 2026, Samir Gani a plaidé pour le regroupement des oléiculteurs dans des coopératives, les producteurs dans des consortiums et de structurer la filière de sous-produits à travers le développement de centres de collecte de déchets. ■

LUTTE CONTRE LE CANCER

Nécessité de développer des programmes nationaux de recherche



Les travaux de la Conférence internationale dédiée à la recherche sur le cancer, ont débuté, hier au Centre international de conférences (CIC) « Abdelatif-Rahal » à Alger. Dans une allocution prononcée à l'ouverture de cette conférence, organisée par la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer en collaboration avec l'Agence nationale des recherches sur le cancer (CIRC) relevant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a indiqué que cette rencontre se tient « à une étape charnière que connaît le système de santé, laquelle se caractérise par l'adoption de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer pour la période 2025-20353.

Il a expliqué que le cancer demeure l'une des principales causes de morbidité et de morta-

lité dans le monde. Se référant aux données du Réseau national des registres du cancer, le ministre a indiqué que le pays enregistre plus de 56 000 nouveaux cas de cancer en 2023, soit une augmentation de plus de 34 % en moins de dix ans, précisant que le cancer du sein reste le plus répandu chez les femmes, tandis que les cancers de la prostate, du poumon et du côlon figurent parmi les plus fréquents chez les hommes.

Ces chiffres selon le ministre, démontrent que la lutte contre le cancer ne peut se limiter à l'extension des capacités de prise en charge et de soins. Mais, « elle requiert une capacité nationale à produire du savoir, à appréhender les spécificités épidémiologiques et à développer des solutions adaptées à la réalité de la société », a-t-il souligné. C'est dans cette optique que la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer a dédié un axe fondamental à la recherche et à l'innovation. « L'objectif est de bâtir un écosystème national capable de produire de la connaissance, de développer la recherche appliquée et de traduire ses résultats en solutions scientifiques au sein des établissements de santé, selon une approche intégrée », a-t-il ajouté. À ses yeux, il est essentiel de développer des programmes nationaux de recherche, le renforcement des études

épidémiologiques, la modernisation et le développement des registres nationaux du cancer, ainsi que le soutien à la recherche clinique selon les normes internationales en vigueur.

Il a dans ce sens précisé que le nombre d'études cliniques réalisées en Algérie au cours des quinze dernières années s'élève à plus de 320, dont plus de 20 % concernent le domaine de l'oncologie. De plus, 57 essais cliniques sont actuellement actifs dans le domaine du cancer, parallèlement à l'utilisation de l'intelligence artificielle, des technologies numériques, à l'élargissement des partenariats nationaux et internationaux, au transfert de technologie et au partage d'expertises.

Il a réitéré l'engagement de son département ministériel à poursuivre son soutien à la recherche scientifique et clinique, à renforcer la gouvernance scientifique, les mécanismes de financement et d'évaluation, à encourager l'innovation et à promouvoir les jeunes compétences nationales.

Il a également réaffirmé la volonté du ministère de la Santé de faire des résultats de la recherche scientifique une référence essentielle dans la formulation des politiques publiques de santé et la prise de décisions fondées sur des preuves scientifiques. ■

Communication institutionnelle Un concept redéfini par la transformation numérique

Le ministère de la Communication, a organisé hier à Alger, un forum sur la communication institutionnelle.

Dans une allocution d'ouverture, le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama a indiqué que l'organisation de ce forum s'inscrit dans le cadre des « dans le cadre des efforts de l'Etat visant à promouvoir le système national de communication pour l'adapter aux profondes mutations ayant affecté les modes de communication », ainsi qu'à « jeter les bases d'une stratégie nationale intégrée réunissant les conditions de réussite et d'efficacité ». Il a, à ce titre, souligné que « les transformations accélérées portées par la révolution numérique et l'influence croissante des espaces virtuels ont redéfini le concept de communication institutionnelle ».

Les travaux du forum se sont poursuivis à travers deux sessions, intitulée respectivement « La communication institutionnelle dans un écosystème communicationnel en mutation », et « Communication institutionnelle : immuniser la conscience citoyenne à l'ère de l'hégémonie numérique ».

Deux ateliers ont également été organisés. Le premier a porté sur « Les médias nationaux, partenaires de la communication institutionnelle : défis de la crédibilité et perspectives », tandis que le second a été consacré à « La structuration et aux outils de la communication au sein des institutions gouvernementales ».

YAZID DJELLOULI, PDG DE SONELGAZ INTERNATIONAL: «Beaucoup de pays s'intéressent désormais au savoir-faire de **Sonelgaz**»

L'expertise algérienne, à travers ce qu'a réalisé Sonelgaz, a permis d'apporter un nouvel éclairage sur l'environnement énergétique et électrique en Afrique. Beaucoup de pays s'intéressent désormais à ce savoir-faire et à cette expérience.



FATIHA A.

C'est ce qu'a révélé, jeudi, Yazid Djellouli, Président-directeur général de Sonelgaz International lors de son passage dans l'émission « L'invité du jour » de la Chaîne 3 de la Radio algérienne.

Évoquant la réalisation, dans un délai record, d'une centrale électrique de 40 mégawatts au Niger, représentant près de 20 % de la production électrique du pays, le responsable a souligné que Sonelgaz International poursuit son accompagnement auprès des pays partenaires, notamment dans le développement des capacités de production ainsi que l'amélioration des réseaux de transport et de distribution.

Au Tchad, une centrale d'une puissance similaire devrait prochainement voir le jour afin de renforcer la production nationale d'électricité. Toutefois, le principal défi auquel fait face le pays reste le transport de cette énergie, en raison notamment de l'inadaptation du réseau existant.

« Il y a des gens qui profitent du malheur des autres », a déploré Yazid Djellouli, évoquant le cas d'une centrale photovoltaïque appartenant à un pays dont il n'a pas révélé le nom. Selon lui, cette installation fournit au Tchad une capacité de 25 mégawatts, mais seulement 12

mégawatts peuvent réellement être exploités en raison des limites du réseau de transport électrique.

Le Premier ministre Sifi Ghrieb avait instruit Sonelgaz International d'engager des études pour la reconfiguration du réseau électrique tchadien, afin de permettre au pays de bénéficier pleinement de l'énergie déjà disponible, a précisé l'invité de la Chaîne 3.

Yazid Djellouli a également assuré que l'Algérie mettra son expertise à la disposition du Tchad, notamment à travers la formation des cadres de l'entreprise électrique tchadienne, afin de lui permettre d'assurer progressivement la gestion autonome de la production et de la distribution de cette ressource essentielle au développement économique et social.

Au-delà du Tchad et du Niger, ainsi que du Mozambique où Sonelgaz International ambitionne d'apporter son expertise dans les domaines de la distribution de l'électricité et du gaz, l'entreprise algérienne avance également sur d'importants projets en Côte d'Ivoire.

Des contrats d'envergure sont actuellement en préparation, notamment pour la réalisation de centrales électriques d'une capacité comprise entre 700 et 1000 mégawatts.

« Avec la Côte d'Ivoire, ce sont des demandes beaucoup plus importantes, notamment pour la réalisation de centrales de 700 à 1000 mégawatts. Ce sont des projets qui, s'ils arrivent

à se concrétiser, hisseraient pratiquement Sonelgaz International sur le toit des constructeurs africains », a affirmé Yazid Djellouli.

Évoquant la coopération énergétique avec la Tunisie, où l'Algérie exporte actuellement près de 600 mégawatts d'électricité via une ligne de 400 kilovolts, le PDG de Sonelgaz International a indiqué que les deux pays étudient également la possibilité de réaliser une centrale électrique indépendante (IPP) d'une capacité comprise entre 1000 et 1200 mégawatts.

« Les Tunisiens eux-mêmes ont émis le vœu que nous construisions une IPP en Tunisie. C'est quelque chose que nous étudions. La réflexion est en cours au niveau du ministère, notamment avec Monsieur le ministre, afin de faire mûrir l'idée d'aller peut-être vers la réalisation d'une IPP en Tunisie », a-t-il expliqué. Interrogé sur la stratégie de l'entreprise sur le continent africain, Yazid Djellouli a expliqué que celle-ci s'inscrit dans une démarche de coopération intra-africaine. « La base de notre relation est l'honnêteté. Toutes les relations que nous établissons avec nos frères africains reposent sur le principe du gagnant-gagnant. Nous leur offrons notre savoir-faire, nous les aidons à développer leurs réseaux et leurs capacités de production, puis nous nous retirons. C'est ce que nous affichons dès le départ », a-t-il conclu.

LABORATOIRES DE CONTRÔLE DES PRODUITS IMPORTÉS
Adoption d'une méthodologie de travail commune

Séance de travail conjointe sur les nouveaux mécanismes de contrôle des produits importés au niveau des passages frontaliers. La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a tenu, jeudi, une séance de travail conjointe avec le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, et le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Yacine El-Mahdi Oualid, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives au renforcement des mécanismes de contrôle de la conformité des produits importés au niveau des passages frontaliers terrestres, maritimes et aériens, selon l'APS.

Cette réunion, tenue en présence de représentants des établissements et organismes nationaux concernés, ainsi que de cadres et d'experts spécialisés, a vu l'installation d'un groupe de travail technique regroupant les organismes concernés, chargé de mettre en place l'ensemble des dispositions et mesures nécessaires à la mise en œuvre des orientations données lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue le 7 juin, indique un communiqué du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. La rencontre a également permis d'adopter une méthodologie de travail commune en vue de la création de laboratoires de contrôle de la conformité des produits importés, dotés d'équipements scientifiques modernes de haute précision, selon la même source.

R.E.

HYDROCARBURES
Renforcer la coopération avec les omanais

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a examiné, jeudi à Alger, avec le président du Conseil d'administration du groupe omanais Suhail Bahwan Holding, Cheikh Saad Suhail Bahwan, les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines des hydrocarbures et de la pétrochimie et d'élargir les investissements conjoints, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue en présence de l'ambassadeur du Sultanat d'Oman auprès de l'Algérie, Saïf Rashid Al-Badaai, et de cadres du ministère, a été consacrée à l'examen des relations de coopération entre les groupes Sonatrach et Suhail Bahwan Holding et des perspectives de leur développement, notamment dans les projets de production d'engrais, en particulier l'ammoniac et l'urée, précise la même source. Les deux parties ont également abordé les opportunités d'élargissement des investissements du groupe omanais en Algérie dans ce domaine, tout en soulignant l'importance d'intensifier les concertations et les échanges techniques et commerciaux entre Sonatrach et le groupe omanais afin de concrétiser des projets conjoints à valeur ajoutée. Par ailleurs, les entretiens entre M. Arkab et l'ambassadeur omanais ont porté sur le niveau de coopération entre le groupe Sonatrach et la société Abraj Energy Services, particulièrement dans le cadre du protocole d'entente relatif à l'étude des opportunités de coopération dans les domaines du forage, de la maintenance des puits et des services pétroliers spécialisés. Les discussions ont également porté sur les services des projets intégrés, l'échange d'expertises et d'expériences techniques et la formation spécialisée dans les différentes activités liées au secteur des hydrocarbures, selon le communiqué. Au terme de la rencontre, les deux parties ont réitéré leur volonté commune de renforcer la coopération économique et les investissements entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman et d'ouvrir à l'élargissement du partenariat entre Sonatrach et les entreprises omanaises, au service des intérêts communs des deux pays frères.

R.E.

Industrie minière

Hanifi reçoit le ministre des Affaires étrangères de la République d'Ouzbékistan

Le ministre des Mines et de l'industrie minière, Mourad Hanifi, a reçu jeudi en audience le ministre des Affaires étrangères de la République d'Ouzbékistan, Bakhtiyor Odilovich Saidov, et ont examiné les perspectives de coopération bilatérale dans le domaine minier, et notamment dans les aspects technique et académique, ainsi que dans la mise en œuvre de programmes conjoints de cartographie et de prospection minière, indique un communiqué du ministère, selon l'APS.

Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de la Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et de l'industrie minière, chargée des Mines, Karima Bakir, des cadres du secteur, ainsi que de la délégation ouzbèke, a permis à M. Hanifi d'exposer la feuille de route straté-

gique du secteur conformément aux orientations du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, qui accorde un intérêt de première importance à l'inclusion du secteur minier comme levier de diversification de l'économie nationale, précise la même source. Le ministre a mis en avant la contribution de la nouvelle loi minière qui constitue un cadre juridique stable et attractif, à offrir des garanties robustes et des incitations fiscales et autres avantages, sans précédent pour l'investissement étranger, note le communiqué.

Les deux parties ont souligné à cette occasion « l'ambition partagée de faire passer le secteur minier du simple stade de l'extraction à celui de la maîtrise totale de la chaîne de valeurs industrielle, et ce en mettant en œuvre des par-

tenariats stratégiques, gagnant-gagnant, basés sur la transformation et la valorisation locale des ressources minières ».

La formation spécialisée d'ingénieurs, ainsi que le renforcement des capacités des cadres du secteur avec l'apport des institutions Ouzbèkes spécialisées, en coordination avec « Sonarem-Ettakwine », notamment dans la prospection et l'exploration géologique, le traitement du minerai, ainsi que les technologies de forage, ont été aussi examinés.

L'audience a permis d'évoquer les opportunités de coopération dans la transformation industrielle via des projets communs pour la valorisation locale du cuivre, du plomb/Zinc, l'or, l'uranium, le tungstène et le lithium.

R.E.

ISMAIL RABHI, DG AU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS: «**La route transsaharienne** deviendra une artère économique»

FATIHA A.

Lors de son intervention à la radio chaîne 1, M. Rabhi a expliqué que la 77e session du CLRS, organisée par l'Algérie avec la participation des États membres, était consacrée à l'évaluation de l'avancement du projet et à l'élaboration d'une feuille de route pour l'achèvement des tronçons restants, ainsi qu'au lancement d'une nouvelle initiative visant à dynamiser l'économie de cet axe continental. Il a précisé que le projet s'étend sur environ 10 000 kilomètres et traverse l'Algérie, le Niger, le Mali, le Tchad, le Nigéria et la Tunisie, soulignant que plus de 60 millions de personnes bénéficieront de ses retombées économiques et de développement.

Le représentant du ministère des travaux publics a ajouté que l'Algérie a entamé la mise en œuvre d'un programme de transformation d'une section de la route transsaharienne en autoroute. Un tronçon de 524 kilomètres entre Alger et Ghardaïa est déjà achevé, tandis que les études et les travaux se poursuivent pour finaliser les sections restantes en direction d'Aïn Salah et de la frontière sud. Il a également révélé que des entreprises algériennes entreprendront prochainement la construction de deux sections de l'autoroute au Tchad, dans le cadre de la collaboration au sein du projet.

Par ailleurs, M. Rabhi a souligné que l'objectif du projet dépasse la simple construction de routes et inclut le développement d'infrastructures de soutien, telles que des ports secs, des zones économiques et des zones franches. Ceci permettra à l'autoroute de devenir une plateforme commerciale essentielle reliant les ports méditerranéens aux marchés africains. Il a également mentionné une initiative visant à élargir la composition du comité afin d'y inclure les secteurs des douanes, des transports et du commerce, dans le but de faciliter la circulation des marchandises et de réduire les délais de transit.

Concernant l'état d'avancement du secteur routier, le responsable a révélé qu'entre 2020 et

Le directeur général des Infrastructures au ministère des Travaux publics, Ismail Rabhi, a affirmé, jeudi que l'Algérie travaille en coordination avec les États membres du Comité de liaison de la route transsaharienne (CLRS) pour achever les tronçons restants du projet et le transformer d'un simple corridor de transport en un axe économique intégré favorisant le commerce et l'intégration régionale entre les pays de la région.



2025, l'Algérie a achevé la construction d'environ 485 kilomètres de routes à deux voies, plus de 550 kilomètres de routes modernisées et plus de 110 kilomètres d'autoroutes. Il a également confirmé la livraison prévue d'environ 1 000 kilomètres de routes en travaux d'entretien et de modernisation et de 500 kilomètres de routes à deux voies dans différentes provinces du pays au cours des prochains mois.

S'agissant des projets portuaires, M. Rabhi a expliqué que la construction du nouveau port d'Anaba progresse conformément au calendrier pré-

vu, sa mise en service étant attendue en 2027. Il a également mentionné la préparation d'une étude pour l'extension du port de Jijel afin d'accueillir des navires plus grands et plus puissants.

Il a par ailleurs souligné que les entreprises algériennes possèdent désormais l'expertise et les compétences techniques nécessaires pour réaliser des projets d'envergure selon les normes internationales, affirmant que la plupart des projets d'infrastructure en Algérie sont actuellement mis en œuvre par des entreprises nationales capables de rivaliser et de réaliser des projets à l'étranger.

CONFÉRENCE MONDIALE DE L'ÉNERGIE

Une délégation algérienne présente à l'Exposition

Une délégation du secteur des hydrocarbures participe aux travaux de l'Exposition et de la Conférence mondiale de l'énergie «Global Energy Show Canada 2026», qui se tient à Calgary (Canada) du 9 au 11 juin courant, un événement figurant parmi les plus importantes manifestations internationales dans le domaine de l'énergie, indique mercredi un communiqué du ministère.

La délégation algérienne participant à cet événement, marqué par une large participation de hauts responsables gouvernementaux, de dirigeants de compagnies énergétiques mondiales, d'investisseurs et d'experts de différents pays du monde, est composée du directeur de la coopération internationale au ministère des Hydrocarbures, du directeur de la division Exploration du groupe Sonatrach, ainsi que des directeurs et cadres de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT).

La délégation algérienne a pris part aux activités d'ouverture officielle de l'exposition et de la conférence, et tenu une série de rencontres et de réunions avec des responsables de plusieurs compagnies internationales et institutions gouvernementales.

Les échanges ont porté sur les opportunités de coopération, de partenariat et d'investissement dans les différents domaines de l'industrie pétrolière et gazière, notamment le développement des champs pétroliers et gaziers, la pétrochimie, les

technologies de réduction des émissions, les projets de captage et de stockage du carbone, la protection de l'environnement ainsi que la réduction de l'empreinte carbone de l'industrie énergétique, ajoute le communiqué.

Lors de ces rencontres, les membres de la délégation algérienne ont passé en revue les réformes engagées par l'Algérie pour améliorer le climat des affaires et renforcer l'attractivité du secteur des hydrocarbures, mettant en avant les avantages offerts par la loi sur les hydrocarbures en termes de transparence, de stabilité juridique et d'incitations destinées aux partenaires et investisseurs, ajoute la même source, selon l'APS.

Ils ont, en outre, présenté un exposé sur les opportunités d'investissement disponibles en Algérie, notamment dans le cadre de l'appel d'offres international «Algeria Bid Round 2026» lancé par l'ALNAFT, lequel comprend sept périmètres d'exploration prometteurs recelant d'importantes ressources pétrolières et gazières, et disposant d'atouts de développement compétitifs grâce à leur proximité avec les installations de traitement et les réseaux de transport.

Cette manifestation internationale a été également l'occasion de projeter la lumière sur les projets énergétiques stratégiques auxquels l'Algérie participe aux niveaux régional et continental, à leur tête, le projet du gazoduc transsaharien (TSGP), qui représente l'un des plus grands projets de l'infrastructure énergétique en Afrique,

selon la même source.

Dans ce cadre, la séance d'ouverture a été ponctuée par la participation du ministre d'Etat des Ressources pétrolières (Gaz) de la République fédérale du Nigéria, Ekperikpe Ekpo, qui a passé en revue les efforts d'investissements déployés par son pays pour renforcer la production du gaz naturel, soulignant au passage, l'importance stratégique du projet TSGP, étant un projet énergétique central reliant le Nigéria à l'Algérie via le Niger.

Ce projet stratégique permettra d'acheminer le gaz naturel nigérian vers les marchés internationaux, notamment européens, via l'Algérie, a-t-il indiqué, avant d'affirmer qu'il représente un pilier essentiel, afin de renforcer la complémentarité énergétique africaine et de soutenir la sécurité énergétique aux niveaux régional et international.

La participation de la délégation algérienne à cet événement international intervient dans le cadre des démarches visant à renforcer la présence de l'Algérie dans les rendez-vous énergétiques mondiaux, à promouvoir les opportunités d'investissements offertes par le secteur des hydrocarbures, à sceller des partenariats avec les grandes entreprises internationales, à même de soutenir les efforts de développement économique national et de renforcer la place de l'Algérie, en tant que partenaire fiable sur le marché mondial de l'énergie.

R.E.

EXTENSION DU PORT DE DJEN DJEN Suivi de l'état d'avancement des études

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a présidé, jeudi au siège de son département ministériel, une séance de travail dédiée au suivi de l'état d'avancement des études relatives au projet d'extension du port de Djen Djen, indique un communiqué du ministère, rapporte l'APS.

La rencontre s'est déroulée en présence du Directeur général de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires (ANRIP) et de ses cadres, ainsi que du PDG du Laboratoire d'études maritimes (LEM), et des représentants du groupement de bureaux d'études nationaux et étrangers, composé du bureau d'études italien «Modimar», en qualité de chef de file, du Laboratoire des travaux publics de l'Ouest (LTPO) et du Centre national d'ingénierie de la construction (CNIC).

Lors de cette réunion, le ministre a suivi un exposé détaillé sur la situation actualisée des différentes phases de l'étude et sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan d'action adopté en vue de sa finalisation dans les délais impartis. Ce plan repose sur l'exécution simultanée des tâches restantes, le renforcement des ressources humaines et des moyens matériels mobilisés pour le projet, ainsi que sur l'accélération des procédures d'examen, de révision et de validation des livrables techniques de l'étude.

En outre, il a été présenté un exposé sur les résultats des essais de navigation sur simulateur, menés au Centre d'études et de techniques maritimes de la ville de Gênes (Italie), avec la participation de l'ANRIP ainsi que d'un cadre de l'Entreprise portuaire de Djen Djen.

De surcroît, il a été procédé à la présentation des progrès accomplis dans la campagne géotechnique marine qui a été significativement renforcée à travers la mobilisation d'une deuxième barge de gros volume, ce qui a permis d'effectuer un travail continu 24h/24 et d'accélérer la cadence des investigations sur le terrain, tout en focalisant les efforts sur les zones stratégiques, notamment au niveau des futurs quais et des infrastructures de la protection maritime.

Les étapes des études ont été approuvées après consultation et coordination avec les services du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, en tant qu'exploitant de cette infrastructure après sa réalisation.

A cette occasion, M. Djellaoui a souligné l'importance «stratégique» du projet, étant «l'un des grands projets structurants visant à renforcer les capacités logistiques et portuaires du pays et à accompagner la dynamique économique nationale». Dans ce cadre, le ministre a instruit de la nécessité de poursuivre la mobilisation de tous les moyens humains et technique, à même d'accélérer le parachèvement de l'étude et de la réceptionner dans les délais impartis, tout en veillant au respect des normes techniques et d'ingénierie internationales les plus élevées en vigueur dans la réalisation des grands projets portuaires, à même de garantir les meilleures solutions techniques et économiques pour la réalisation de ce projet stratégique, conclut le communiqué.

R.E.

Sidi Bel-Abbès

Un plan sectoriel intégré pour garantir le succès de la saison **estivale 2026**

Lors d'une réunion tenue récemment au siège de la wilaya, les responsables et représentants des différents secteurs ont précisé que ce plan englobe plusieurs domaines vitaux, notamment les ressources en eau, l'assainissement, l'énergie, l'environnement, le commerce, la culture, la jeunesse et les sports, ainsi que le tourisme, l'artisanat, la protection civile et les transports. Dans ce cadre, le directeur des ressources en eau, Djebbar Belmerir, a affirmé que toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour assurer un approvisionnement régulier en eau potable durant l'été, grâce à des programmes de distribution spécifiques et à la mobilisation d'équipes d'intervention et de permanence. Parallèlement, l'Office National de l'Assainissement (ONA) a renforcé la vigilance de ses équipes sur le terrain afin de veiller au bon fonctionnement des réseaux d'avaloirs. De son côté, la directrice du commerce, Hadjira Mahmoudi, a fait partie du déploiement de brigades de contrôle de la qualité et de répression des fraudes pour suivre l'activité des marchés et des commerces, garantissant ainsi le respect des conditions d'hygiène et de salubrité. Sur le plan énergétique, les services de Sonelgaz ont confirmé leur disponibilité à garantir la continuité de l'alimentation en énergie et à mobiliser des équipes d'intervention rapide pour faire face à d'éventuelles pannes ou coupures. De plus, le plan prévoit le renforcement des transports publics, y compris le tramway, avec une extension des horaires de service en soirée, afin de faciliter les déplacements des citoyens. En matière d'environnement, la directrice du secteur, Safia Djaber, a mis en avant l'élaboration d'un programme exceptionnel visant à intensifier les campagnes de nettoyage et de préservation du milieu, en étroite coordination avec la Protection Civile, qui a mis en place un dispositif préventif pour sécuriser les espaces publics et les zones forestières contre les risques d'incendies et les accidents estivaux. Le volet culturel et récréatif est également au cœur des priorités, puisque le directeur de la culture et des arts, Abdelhak Ameer Berrahou, a annoncé un riche programme marqué par

Les autorités de la wilaya de Sidi Bel-Abbes ont entamé la mise en œuvre d'un plan sectoriel intégré comprenant une série de mesures réglementaires et opérationnelles visant à garantir le bon déroulement de la saison estivale 2026 et à fournir des services publics de qualité aux citoyens tout au long de l'été, at-on informé, jeudi, auprès des services concernés.



l'organisation du Festival national de l'humour, des échanges culturels avec plusieurs wilayas, ainsi que des soirées familiales et des caravanes culturelles à travers les différentes communes. Pour sa part, le directeur de la Jeunesse et des Sports, Badr-Eddine Gharbi, a indiqué que 11 piscines de proximité seront opérationnelles sous le slogan « La natation pour tous », en plus de l'ouverture des infrastructures sportives pour accueillir des tournois de quartier au profit des jeunes. Enfin, dans le secteur du tourisme et de l'artisanat, le directeur Tayeb Zaidi a expliqué qu'un programme de promotion des atouts touristiques locaux a été

conçu, incluant des expositions d'artisanat sur les places publiques et des excursions guidées à la découverte des sites naturels et historiques de la wilaya, tout en mobilisant les structures hôtelières pour accueillir les visiteurs. Cette réunion de coordination, présidée par le wali, Kamel Hadji, a été l'occasion de présenter des exposés techniques appuyés par des données chiffrées concernant les différents programmes d'animation estivale. Le chef de l'exécutif a insisté, à cette occasion, sur l'importance d'une synergie intersectorielle rigoureuse pour assurer la réussite de cette saison et répondre pleinement aux attentes des citoyens.

EL-MENIAA

Plus de 930 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité en 2025

Un total de 936 exploitations agricoles dans la wilaya d'El-Meniaa ont été raccordées au réseau d'électricité durant 2025, a-t-on appris de la direction locale de la société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Cette opération, qui a notamment permis l'installation d'un transformateur au niveau de chaque exploitation et la réalisation de 765 km de lignes électriques, s'inscrit dans un programme visant à promouvoir l'activité agricole, compte tenu de la place qu'occupe désormais la wilaya d'El-Meniaa comme l'un des grands pôles prometteurs pour les cultures stratégiques, a indiqué le directeur de distribution, Ahmed Abdeddou, lors d'un point de presse consacré aux activités de l'an dernier. Et d'ajouter que de telles opérations reflètent l'intérêt accordé par les pouvoirs publics à l'électrification des périmètres agricoles en afin de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire nationale. La wilaya d'El-Meniaa a franchi de grands pas dans le développement des cultures stratégiques grâce aux résultats records obtenus ces dernières années, consolidant ainsi sa position pour concourir à la réalisation des objectifs de l'Etat en matière d'augmentation de la production agricole et de réduction de la dépendance aux importations, a-t-il poursuivi. Ces réalisations devraient attirer de nouveaux investissements et ouvrir de vastes perspectives de développement agricole dans la wilaya, selon le même responsable.

El-Kseur

Entre **expansion** urbaine et ambitions économiques

IDIR MEHDAOUI

Située à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Béjaïa, El-Kseur s'affirme progressivement comme un pôle économique émergent. Longtemps reconnue pour son rôle commercial et sa position stratégique dans la vallée de la Soummam, la ville connaît aujourd'hui une transformation portée par l'essor industriel et le développement universitaire. Cette nouvelle impulsion se traduit par le lancement et le suivi de plusieurs projets majeurs touchant aux infrastructures, à l'aménagement urbain et à l'accompagnement des investissements. Ces efforts contribuent à renforcer l'attractivité de la ville, à créer un environnement favorable aux entreprises et à répondre aux attentes croissantes des citoyens, comme le souligne le chef de daïra, Samaoui Abdelkader. La ville est desservie par la pénétrante autoroutière reliant Béjaïa à l'autoroute Est-Ouest, un axe stratégique qui renforce considérablement son attractivité économique et facilite les échanges commerciaux. El-Kseur dispose également d'une gare ferroviaire connectée au réseau national, favorisant la mobilité des voyageurs et le transport des mar-

chandises. Avec une population d'environ 40 000 habitants, El-Kseur bénéficie d'une situation géographique privilégiée, proche de Béjaïa, de son port et des principaux axes routiers. La commune dispose actuellement de deux zones économiques : une Zone d'Activité Commerciale (ZAC) et une zone industrielle opérationnelle. Ces espaces accueillent des entreprises dans différents secteurs. « Une mini-ZAC devrait prochainement être mise en service, renforçant ainsi l'activité économique locale et offrant de nouvelles opportunités aux investisseurs », indique-t-il. Un troisième site économique est actuellement en cours d'aménagement et sera bientôt opérationnel. Cette nouvelle zone industrielle devrait attirer près de 175 investisseurs, favorisant la création d'emplois directs et indirects et contribuant à la diversification et à la modernisation du tissu industriel local, notamment dans l'agroalimentaire, le textile et la logistique. Parallèlement, El-Kseur se développe comme un pôle universitaire majeur, notamment à Berchiche, avec quatre cités universitaires offrant environ 10 000 lits et un campus pédagogique pouvant accueillir 6 000 étudiants. L'expansion urbaine et le développement des infrastructures publiques accompagnent cette croissance. De nouveaux quartiers résidentiels,

des équipements renforcés et des services modernisés améliorent le cadre de vie des habitants tout en préparant la ville aux défis économiques et sociaux à venir. Parmi les extensions urbaines qui ont marqué l'évolution de la ville figure le lotissement Akal Aberkan, créé au début des années 2000. Ce quartier a contribué à l'extension harmonieuse du tissu urbain et à l'amélioration de l'offre de logements. Samaoui a également souligné les progrès réalisés dans le secteur du logement : « Plusieurs programmes de logements ont été achevés ces dernières années, permettant à de nombreux bénéficiaires de recevoir les clés de leur nouveau logement. Dans cette continuité, la construction de 350 logements sociaux est actuellement en cours ». Il a ajouté que « ce projet devrait améliorer les conditions de vie de nombreuses familles et répondre en partie à la forte demande de logements dans la commune ». Le secteur sportif bénéficie également de projets ambitieux. La commune devrait accueillir un stade moderne d'une capacité de 30 000 places, un équipement structurant qui favorisera la pratique sportive, l'organisation de compétitions régionales et nationales, et renforcera l'attractivité de la ville. Des efforts sont également menés pour améliorer les infrastructures de trans-

port et les services publics. À cet effet, un terrain communal situé à l'entrée est de la ville a été officiellement transféré à la Direction des Transports. Selon le chef de daïra, « ce site a été attribué pour la construction d'une gare routière destinée aux transporteurs, dans le but d'améliorer l'organisation du trafic et des services de transport dans la commune ». Dans le domaine de la santé, le projet de Centre Hospitalo-Universitaire (CHU) demeure l'une des infrastructures les plus attendues par la population de la wilaya de Béjaïa. Évoquant l'état d'avancement du dossier, M. Samaoui Abdelkader souligne : « Le projet du CHU d'El-Kseur est maintenu et figure parmi les opérations stratégiques appelées à renforcer l'offre de soins dans la région et à améliorer la prise en charge des patients. » Il ajoute que « cette infrastructure sanitaire d'envergure contribuera également au développement de la formation universitaire et de la recherche médicale, tout en répondant aux besoins croissants de la population de la wilaya de Béjaïa et des régions voisines. » Avec ses projets structurants, ses infrastructures en développement et son potentiel humain et géographique, El-Kseur se positionne comme l'un des centres émergents les plus prometteurs de la région de Béjaïa et du nord-est algérien.

DIAGNOSTIC DU CANCER DE LA PROSTATE

Quels sont les premiers **symptômes** ?

PAR AMEL B

Le cancer de la prostate est l'un des cancers les plus fréquents chez l'homme. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), il figurait parmi les quatre cancers les plus diagnostiqués dans le monde en 2022, avec environ 1,5 million de nouveaux cas. L'OMS souligne également que de nombreux cancers, y compris le cancer de la prostate, peuvent être guéris lorsqu'ils sont détectés précocement et traités de manière appropriée. L'une des principales difficultés de cette maladie est qu'elle évolue souvent silencieusement. Les experts en urologie expliquent que durant ses premiers stades, le cancer de la prostate ne provoque généralement aucun symptôme, ajoutant que de nombreux cas sont découverts à l'occasion d'un examen médical réalisé pour une autre raison ou lors d'un bilan urologique, rappelant que l'absence de symptômes ne signifie pas nécessairement l'absence de maladie. Des signes apparaissent, ils sont souvent liés à l'augmentation du volume de la prostate et à la compression de l'urètre. Les premiers symptômes peuvent inclure un besoin fréquent d'uriner, particulièrement la nuit, un jet urinaire faible ou interrompu, une sensation de vidange incomplète de la vessie, des difficultés à uriner, voire une rétention urinaire. Certains patients peuvent également présenter, entre autres du sang dans les urines. Toutefois, les spécialistes soulignent que ces symptômes ne sont pas spécifiques au cancer et peuvent également être causés par une hypertrophie bénigne de la prostate ou une infection prostatique. Le diagnostic débute par une consultation médicale au cours de laquelle le médecin recherche les facteurs de risque, les antécédents personnels et familiaux ainsi que les symptômes éventuels. L'examen clinique comprend souvent un toucher rectal, qui permet d'évaluer la taille, la consistance et la surface de la prostate. Une prostate dure, irrégulière ou comportant des nodules peut faire suspecter un cancer. Le dosage sanguin du PSA (antigène prostatique spécifique) constitue un autre examen de référence. Une élévation du taux de PSA peut orienter vers un cancer de la prostate, mais elle peut aussi être observée dans d'autres situations, comme une hypertrophie bénigne de la prostate ou une inflammation. À l'inverse, certains cancers peuvent être présents malgré

Souvent silencieux à ses débuts, le cancer de la prostate ne provoque généralement aucun symptôme précoce. Les experts soulignent que des troubles urinaires persistants doivent conduire à une consultation médicale. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le diagnostic précoce demeure l'un des facteurs les plus importants pour améliorer les chances de traitement et de survie.



un taux de PSA normal. Les experts insistent donc sur le fait que le PSA ne permet pas à lui seul de confirmer ou d'exclure le diagnostic. Lorsque les résultats du toucher rectal, du PSA ou de l'imagerie sont suspects, des biopsies de la prostate sont réalisées. Ces prélèvements de tissu, analysés au microscope par un anatomopathologiste, permettent de confirmer avec certitude la présence ou non d'un cancer. Aujourd'hui, l'imagerie par résonance magnétique (IRM) joue un rôle croissant dans l'identification des zones suspectes et dans le guidage des biopsies ciblées, améliorant ainsi la précision diagnostique. Concernant le dépistage, les experts rappellent qu'il n'existe pas de recommandation en faveur d'un dépistage systématique de tous les hommes par dosage du PSA. L'OMS et plusieurs organismes de santé estiment que la balance entre les bénéfices et les risques du dépistage généralisé reste discutée, notamment en raison du risque de surdiagnos-

tic et de surtraitement de cancers à évolution très lente. La décision de réaliser un dépistage doit donc être prise après une discussion individualisée entre le patient et son médecin, en tenant compte de l'âge, des facteurs de risque et des préférences personnelles. En somme, le cancer de la prostate est souvent asymptomatique à ses débuts. Les premiers signes, lorsqu'ils existent, concernent principalement les troubles urinaires. Le diagnostic repose sur une combinaison d'examen clinique, biologiques et histologiques, notamment le toucher rectal, le dosage du PSA, l'IRM et les biopsies. Les données de l'OMS et l'avis des experts convergent sur un point essentiel : la détection précoce améliore les chances de traitement efficace et de survie, ce qui rend indispensable toute consultation médicale en cas de symptômes urinaires persistants ou inhabituels.

A.B

MASCARA
Lancement d'une campagne de dépistage précoce du cancer de la prostate

Une campagne de dépis-

tage précoce du cancer de la prostate a été lancée, vendredi à proximité de la mosquée «El Islah», au centre-ville de Mascara, à l'initiative du comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien. Cette campagne, organisée en coordination avec les directions de la santé et des affaires religieuses et des wakfs, ainsi qu'avec l'association nationale El Fadjr et une clinique privée spécialisée en radiologie de Mascara, comprend des examens et des analyses médicales destinées au dépistage précoce du cancer de la prostate. Elle cible particulièrement les personnes âgées de plus de 50 ans.

Le programme de cette manifestation, qui se déroule sur deux jours, prévoit également des séances d'information et de sensibilisation à l'intention des citoyens sur l'importance du dépistage précoce du cancer de la prostate, ainsi que sur la nécessité d'effectuer régulièrement ces examens, notamment après l'âge de 50 ans, a indiqué le président du comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien, Sidi Ahmed Mokaddem, dans une déclaration à l'APS. Les organisateurs manipulent de toucher plus de 300 personnes à proximité de la mosquée concernée. Selon la même source, les cas suspectés de cancer de la prostate seront orientés vers les établissements publics hospitaliers de la wilaya afin d'y subir un diagnostic approfondi. Parallèlement à cette campagne, les cadres du comité de wilaya du Croissant-Rouge algérien, accompagnés de médecins de la wilaya, animeront une émission sur les ondes de la radio régionale de Mascara, consacrée à l'importance du dépistage précoce dans la prévention du cancer de la prostate. Par ailleurs, M. Mokaddem a annoncé le lancement prochain d'une caravane médicale solidaire à l'échelle de la wilaya, destinée aux personnes souffrant de maladies chroniques vivantes dans les zones urbaines et rurales de la région. Cette initiative sera menée en collaboration avec la direction de la santé et plusieurs cliniques privées exerçant dans la wilaya. A noter que cette campagne est organisée à l'occasion de l'accueil, samedi prochain, par l'Université Mustapha Stambouli de Mascara d'un colloque national consacré aux nouvelles avancées dans le traitement du cancer colorectal, avec la participation de médecins spécialistes représentant plusieurs établissements hospitaliers à travers le pays.

HÔPITAL D'EL MILIA À JIJEL

Interventions chirurgicales de pose de prothèses de la hanche

Des interventions chirurgicales spécialisées portant sur la pose de prothèses de la hanche ont été entamées vendredi au sein de l'Établissement public hospitalier (EPH) Bachir-Mentouri d'El Milia (Jijel), à l'initiative de la direction locale de cet établissement, Nour El Houda Boumezber. La responsable de l'EPH d'El Milia a précisé, dans une déclaration à l'APS, que dans le cadre de la prise en charge des patients, l'EPH a entamé ces interventions chirurgicales spécialisées au bénéfice de dix

(10) patients (6 hommes et 4 femmes) âgés de 32 à 75 ans. Elle a ajouté que ces opérations se déroulent sous la supervision du Pr Zakaria Oumlergueb, chef du service de chirurgie orthopédique et traumatologie au centre hospitalo-universitaire (CHU) de Constantine, et du Dr Rabah Ayache, praticien spécialiste assistant en chirurgie orthopédique et articulaire à l'EPH de Mila, et mettent à contribution neuf (9) chirurgiens orthopédistes de différents établissements hospitaliers de la wilaya de Jijel. Ces

«interventions chirurgicales complexes» ont été préparées sur une période d'un mois, au cours de laquelle les examens, les analyses et les radiographies nécessaires ont été effectués, a encore fait savoir Mme Boumezber, soulignant que les prothèses de hanches ont été acquises sur le budget de l'EPH. L'Établissement public hospitalier d'El Mila prévoit d'organiser d'autres journées chirurgicales dans plusieurs spécialités médicales, a-t-on conclu de même source.

TamanrassetCampagne de dépistage **précoce du cancer** du 14 au 20 juin

Une campagne de dépistage médical précoce du cancer sera organisée, à titre gratuit, du 14 au 20 juin courant à travers les différents établissements de santé de la wilaya de Tamanrasset, à l'initiative de la direction locale de la Santé. L'initiative, qui vise à sensibiliser la population à l'importance du dépistage précoce du cancer, en tant que principal facteur de prévention et d'amélioration des chances de guérison, permet-

tra aux citoyens de bénéficier d'examen médicaux gratuits pour le dépistage précoce de plusieurs types de cancer, tels que les cancers du sein, du col de l'utérus et de la prostate. La campagne comprend également des actions d'orientation et d'accompagnement destinés à aider les citoyens à bénéficier des programmes de prévention et de prise en charge sanitaire proposés par les établissements de santé. La Direction de la Santé de Ta-

manrasset appelle les citoyens et citoyennes à participer à cette campagne et à profiter des dépistages et des prestations de santé programmés, soulignant que le dépistage précoce contribue à augmenter les chances de réussite du traitement anticancer. L'initiative intervient dans le cadre des efforts visant le renforcement et l'amélioration des prestations de santé publique et l'ancrage de la culture de prévention et de dépistage précoce.

Côte d'Ivoire

8 morts et 54 blessés dans une collision entre un autobus et un camion

Un accident de la circulation survenu jeudi soir près de Niakara, dans le nord de la Côte d'Ivoire, a fait huit morts et cinquante-quatre blessés, ont rapporté vendredi des médias locaux. «Un autobus de transport en commun reliant le nord du pays à Abidjan est entré en collision avec un camion porte-char. Sous la violence du choc, l'autobus a quitté la chaussée avant de terminer sa course dans un ravin après plusieurs tonnes», ont précisé les mêmes sources. L'imprudence des conducteurs, le mauvais état des véhicules ainsi que les surcharges figurent parmi les principales causes des accidents de la route en Côte d'Ivoire. Selon l'Office de la sécurité routière (OSER), le pays enregistre chaque année environ 6.000 accidents de la circulation, qui font près de 600 morts et plus de 13.000 blessés.

Nigeria

Au moins 13.000 «terroristes» tués durant 2025

Le Nigeria a tué plus de 13.000 «terroristes» au cours de l'année écoulée, a déclaré, vendredi, le président Bola Tinubu, assurant que le nombre de victimes de terrorisme dans le pays avait diminué de 81% depuis son arrivée au pouvoir en 2023. «Plus de 13.000 terroristes ont été neutralisés sur l'année écoulée», a affirmé M. Tinubu, sans préciser s'il parlait de l'année 2025 ou des 12 derniers mois. Il a également indiqué que plus de «124.000 terroristes et personnes à charge ont déposé les armes depuis 2023 grâce à l'opération Safe Corridor», mise en place par les autorités pour la reddition de terroristes. Le Nigeria, pays le plus peuplé du continent, est en proie à des attaques terroristes de longue date dans ses régions septentrionales.

LE BILAN MONTE À 676 CAS D'EBOLA EN RDC

Alerte sur une **transmission** communautaire continue

Le nombre de cas confirmés d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) est passé à 676, dont 136 décès, alors que les autorités sanitaires ont alerté sur une transmission communautaire continue et le risque d'une expansion géographique brutale de l'épidémie.

Selon le dernier rapport de situation publié jeudi par les autorités sanitaires de la RDC, 41 nouveaux cas confirmés, dont neuf décès, ont été rapportés mercredi dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu. L'épidémie, causée par la souche Bundibugyo du virus Ebola, touche jusqu'à présent 29 zones de santé dans trois provinces de l'est du pays, à savoir l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

La dernière évaluation officielle indique que le nombre de cas confirmés augmente d'une semaine à l'autre, traduisant une transmission continue de la maladie dans la communauté. Elle avertit qu'une expansion géographique brutale de l'épidémie est à craindre si les actions de santé publique ne sont pas mises en œuvre rapidement. Les autorités sanitaires ont également rapporté mercredi 119 cas suspects et indiqué que 5.768 contacts étaient sous suivi dans les trois provinces touchées, avec un taux de suivi de 71,8%. Le rapport cite la faiblesse du suivi des contacts parmi les principaux défis, soulignant que le taux actuel reste inférieur à l'objectif de 95% et pourrait compromettre l'interruption des chaînes de transmission. Deux patients atteints d'Ebola à Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri, ont été déclarés guéris, portant à 32 le

L'épidémie, causée par la souche Bundibugyo du virus Ebola, touche jusqu'à présent 29 zones de santé dans trois provinces de l'est du pays, à savoir l'Ituri, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu.

nombre cumulé de guérisons, selon le rapport. L'épidémie actuelle d'Ebola, la 17e en RDC, a été officiellement déclarée le 15 mai. Les provinces touchées comptent une population totale estimée à près de 15 millions d'habitants et sont marquées par d'importants déplacements internes ainsi que par des flux transfrontaliers vers les pays voisins, selon le rapport. Par ailleurs, le risque de propagation de la fièvre Ebola en Europe «demeure faible», a indiqué, jeudi, le directeur régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Europe, Hans Kluge.

«Le risque de propagation de la fièvre Ebola en Europe demeure faible. Il n'y a donc aucune raison pour que les supporters prévoyant d'assister à la Coupe du monde de football, organisée au Canada, au Mexique et aux Etats-Unis, modifient leurs projets de voyage», a précisé M. Kluge. «Aucun cas de fièvre Ebola n'a actuellement été signalé ni dans les pays hôtes, ni dans la région européenne, a déclaré le responsable, ajoutant que «le risque global reste faible». Il a rappelé que les principaux foyers de la maladie se situaient dans des zones reculées de la République démocratique du Congo, où un contrôle sanitaire strict est effectué avant le départ des voyageurs.

L'OMS a invité les supporters à voyager normalement tout en respectant les mesures de précaution

de base. L'organisation a également souligné qu'elle ne recommandait pas l'instauration de restrictions aux déplacements internationaux.

**Climat**

Températures records en Antarctique à l'orée de l'hiver austral

La péninsule Antarctique a connu début juin des températures record, jusqu'à 20 degrés au-dessus des normales de saison à l'orée de l'hiver austral, avec des fontes de glace et des pluies atypiques, selon météorologues et climatologues. Un record local pour juin, 15,4 C, a été relevé entre le 5 et le 6 juin à Esperanza, base scientifique argentine sur la péninsule de la Trinité, à l'extrémité nord de la péninsule antarctique, face à la pointe sud du continent américain, a indiqué Jose Luis Stella, météorologue spécialiste du climat au Service météo national argentin. Le précédent record pour un mois de juin à Esperanza était de 13,3 C en 1998, souligne-t-il. Et la moyenne des maximales en juin s'y établit à -6,2 C. Même si l'ensemble de l'Argentine «a connu un début de mois de juin anormalement chaud», la péninsule antarctique a enre-

gistré des valeurs «jusqu'à 20 C au-dessus de la normale», résume-t-il. «Des records ont été battus, des températures très inhabituelles pour la saison». Aux mêmes dates, la base Marambio, autre station argentine en Antarctique, a enregistré 11,8 C, et la base San Martin 9,4 C, alors que, pour la saison, les moyennes y sont respectivement de -10,7 C et -5,6 C. A Esperanza, «les maximales quotidiennes sont restées au-dessus de 0 C de façon ininterrompue durant les 21 derniers jours», a précisé Raul Cordero, climatologue de l'université de Groningue. En conséquence, «de vastes zones à l'extrême nord du continent blanc sont dépourvues de neige». Selon lui, «l'événement n'est pas isolé, mais confirme une tendance», et à moins de «stopper le réchauffement climatique, ce type d'événements continuera de se produire avec une fréquence de plus en plus

élevée».

Le climatologue polaire Thomas Caton Harrison, du British Antarctic Survey, considère qu'«il existe des indices fiables que le changement climatique exerce une influence, mais l'effet est complexe dans cette région». Aussi, «étant donné que l'Antarctique connaît de fortes fluctuations de température, il faut recueillir une grande quantité de données sur de nombreuses années pour avoir une compréhension globale», a-t-il tempéré. «Et des répercussions sur les écosystèmes polaires, comme les colonies de manchots», souligne M. Caton Harrison, «un défi pour (les) collègues qui travaillent dans les bases antarctiques»: «il est tombé beaucoup de pluie, entraînant du ruissellement et la formation de glace, ils s'attendraient à voir de la neige à cette époque de l'année.»

OIT

Un traité pour **protéger les travailleurs** des plateformes numériques

Les membres de l'Organisation internationale du travail (OIT) ont adopté vendredi le tout premier traité international visant à protéger les travailleurs des plateformes, au cœur de l'économie numérique mondiale. Selon le texte adopté lors de la plénière de clôture de la conférence annuelle de l'agence onusienne, cette convention, en discussion depuis plusieurs années, s'appliquera à tous les travailleurs de l'économie des plateformes, «indépendamment de leur qualification au regard des statuts d'emploi». Le texte de la convention adoptée «dans son ensemble», demande aux Etats membres de prendre des mesures pour garantir aux travailleurs des plateformes numériques les droits fondamentaux au travail, notamment la «liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective», l'«élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire» ainsi que «l'abolition effective du travail des enfants». Les pays devront également garantir la santé et la sécurité au travail, ainsi que la protection contre la violence et le harcèlement. Le traité prévoit en outre l'accès à la sécurité sociale et impose des garanties en matière de rémunération, notamment le versement intégral et en temps voulu des salaires, le respect du salaire minimum lorsqu'il s'applique, la prise en charge de certains frais et la transparence des retenues. La convention doit entrer en vigueur douze mois après que les ratifications de deux membres auront été enregistrées. Par la suite, elle devra être appliquée dans chaque pays douze mois après l'enregistrement de leur ratification. Selon Lena Simet, chercheuse sur les questions de pauvreté et d'inégalité pour l'ONG Human Rights Watch, «les entreprises gérant des plateformes numériques ont bâti un modèle économique qui contourne les protections du droit du travail et transfère des risques et des coûts aux travailleurs». En classant les travailleurs de plateformes numériques comme prestataires indépendants, les entreprises parviennent, dans de nombreux pays, à se soustraire aux obligations relatives au salaire minimum, à la sécurité au travail et à la sécurité sociale, a indiqué dernièrement l'ONG dans un rapport. Parallèlement, elles exercent un «contrôle considérable» sur ces travailleurs par le biais d'algorithmes qui déterminent la rémunération, attribuent les tâches et peuvent mener à des suspensions, souvent sans transparence ni possibilité de recours effectif.

Abada suivi de près par Al Ahly

Le marché des transferts estivaux s'annonce particulièrement animé du côté d'Al Ahly. Après une saison marquée par plusieurs déceptions sur le plan sportif, notamment en Ligue des champions africaine et en championnat d'Égypte, les dirigeants du géant caïrote multiplient les pistes afin de renforcer leur effectif. Parmi les profils étudiés figure celui d'Achraf Abada, le solide défenseur central de l'USM Alger.

Selon le média Btlat, le nom du joueur algérien a récemment été proposé aux responsables du club égyptien. Ces derniers seraient à la recherche d'un défenseur capable d'apporter davantage de stabilité à une arrière-garde qui a montré certaines limites lors du précédent exercice.

Abada s'est imposé comme l'un des éléments les plus réguliers de l'USMA ces dernières saisons. Réputé pour sa solidité dans les duels, son sens de l'anticipation et sa capacité à relancer proprement le ballon, le défenseur algérien possède un profil qui correspond aux critères recherchés par les décideurs d'Al Ahly.

Toutefois, le dossier n'en est encore qu'au stade de l'évaluation. Les dirigeants du club égyptien auraient intégré le nom d'Abada dans une liste élargie comprenant plusieurs défenseurs étrangers proposés par des agents et des sociétés de représentation. Une étude approfondie de ses statistiques, de son parcours et de ses performances est actuellement en cours.

La décision finale devrait revenir au nouvel entraîneur du club, le technicien marocain Hussein Ammouta. Ce dernier devra trancher parmi les différentes options défensives présentées par la cellule de recrutement avant qu'une éventuelle démarche officielle ne soit lancée.

Nouveau forfait en défense pour l'Argentine

Tagliafico inquiète Scaloni

A quelques jours de son entrée en lice en Coupe du monde 2026 face à l'Algérie, l'Argentine traverse une zone de turbulences inattendue dans son secteur défensif. Après le forfait de Leonardo Balerdi, c'est désormais Nicolas Tagliafico qui alimente les inquiétudes du staff de Lionel Scaloni. Touché lors de la rencontre amicale face au Honduras, Nicolas Tagliafico souffre d'une petite lésion au mollet, diagnostiquée comme une déchirure de grade 1. Si le staff médical de l'Albiceleste a choisi de le conserver dans le

EN

Bensebaïni opérationnel, les Verts affinent leur plan de bataille

Le retour de Ramy Bensebaïni à l'entraînement collectif a été accueilli avec beaucoup de satisfaction par le staff technique et l'entourage de la sélection nationale.

Le défenseur du Borussia Dortmund a totalement récupéré de sa blessure au pied et a pu prendre part, sans la moindre gêne, à la dernière séance de travail. Une évolution plus que rassurante à l'approche du rendez-vous mondial, tant le joueur demeure un élément central dans l'architecture défensive des Verts, grâce à son vécu international et à sa capacité à évoluer sur plusieurs registres.

Victime de cette blessure lors d'une rencontre disputée avec son club en Allemagne, Bensebaïni avait rejoint le stage de la sélection en délicatesse sur le plan physique. Le staff médical et technique a alors opté pour la prudence, le privant des deux matchs amicaux face aux Pays-Bas (0-1) et à la Bolivie (4-1). Une décision pleinement assumée par le sélectionneur national, Vladimir Petkovic, soucieux de disposer de son défenseur à cent pour cent dès l'entame du tournoi, notamment pour le premier choc du groupe face à l'Argentine emmenée par Lionel Messi.

Une phase de tests assumée par Petkovic

Durant cette période de préparation, le sélectionneur ne s'est pas contenté d'attendre le retour de ses cadres. Petkovic a mis à profit les matchs tests pour expérimenter plusieurs variantes tactiques, en particulier une défense à trois. Belaïd, Mandi et Tougaï ont ainsi été alignés afin d'élargir le champ des possibles et d'offrir du temps de jeu à un maximum d'éléments. L'objectif est clair : disposer d'un éventail de solutions capable de répondre aux différentes configurations de match et aux caractéristiques des adversaires.

Pour Tougaï, la lourde sanction infligée avec l'Espérance de Tunis – douze matchs de suspension après les incidents face au Club Africain – ne semble avoir eu aucun impact négatif. Le défenseur se montre appliqué et engagé à l'entraînement, affichant une motivation intacte et une volonté manifeste d'être au rendez-vous avec la sélection nationale.

La préparation se poursuit dans d'excellentes conditions au Rock Chalk Park de Lawrence, au sein des installations de

l'Université du Kansas. La séance matinale a été consacrée à un travail technico-tactique approfondi, axé sur la cohésion collective, les automatismes et les derniers ajustements stratégiques. L'ensemble du groupe a fait preuve de rigueur, d'intensité et d'un état d'esprit irréprouvable, illustrant la concentration et la détermination qui animent les Verts.

À l'approche du coup d'envoi de la compétition, la sélection algérienne avance ainsi avec sérénité et méthode, portée par des signaux encourageants et une ambition assumée.

H.M.



Les Verts partagent un après-midi de convivialité avec leur public

La dernière séance d'entraînement, ouverte au public, a attiré plus de 300 spectateurs. De nombreux supporters algériens établis aux États-Unis ont fait le déplacement pour encourager les Verts, mais aussi de nombreuses familles américaines sont venues pour découvrir de près la sélection algérienne. Les enfants étaient particulièrement nombreux à garnir les tribunes. À l'issue de l'entraînement, les coéquipiers de Luca Zidane ont pris le temps d'aller à la rencontre du public. Signatures d'autographes, séances photos et échanges chaleureux ont rythmé ces instants de proximité très appréciés par les supporters. Une initiative qui a permis à de nombreux fans, notamment les plus jeunes, de repartir avec des souvenirs inoubliables auprès de leurs idoles. À la fin de l'entraînement, les Verts ont ensuite participé à la campagne «Be Active» de la FIFA. Lancée en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cette initiative vise à promouvoir l'activité physique chez les enfants et à les sensibiliser à l'importance d'un mode de vie sain. Plus de soixante enfants ont ainsi pris part à différentes activités organisées sur le terrain en compagnie des joueurs. Au programme : exercices ludiques, petits matchs et moments de partage dans une ambiance conviviale. Les jeunes participants ont également eu l'occasion de prendre des photos avec les joueurs et de récolter de précieux autographes.



SELON LE QUOTIDIEN ALLEMAND BILD

Hadj Moussa visé par Dortmund

La cote d'Anis Hadj Moussa continue de grimper sur le marché européen. Auteur d'une saison remarquable sous les couleurs de Feyenoord, l'international algérien attire désormais l'attention de plusieurs cadors du continent. Parmi eux figure le Borussia Dortmund, qui suit de très près l'évolution du joueur en vue du prochain mercato estival.

Selon le quotidien allemand Bild, le club de la Ruhr a identifié Hadj Moussa comme sa priorité pour remplacer Karim Adeyemi, dont un départ cet été semble de plus en plus probable. Les dirigeants du BVB explorent plusieurs pistes pour renforcer leur secteur offensif, mais l'ailier algérien apparaît aujourd'hui

comme l'une des options les plus sérieusement étudiées.

Cette attention n'a rien d'un hasard. À 24 ans, Hadj Moussa sort de la meilleure saison de sa carrière. Avec 14 buts et 7 passes décisives toutes compétitions confondues, il s'est imposé comme l'un des principaux artisans des performances de Feyenoord.

Le profil du joueur correspond parfaitement à la philosophie du Borussia Dortmund, réputé pour miser sur de jeunes talents à fort potentiel avant de les propulser sur la scène internationale. Le club allemand estime que l'Algérien possède encore une importante marge de progression et pourrait devenir un élément majeur

de son projet sportif.

Toutefois, l'opération s'annonce complexe. Sous contrat avec Feyenoord jusqu'en 2030, Hadj Moussa bénéficie d'une situation solide au sein du club néerlandais. Selon Bild, un éventuel transfert nécessiterait une offre dépassant largement les 30 millions d'euros. Alors que le mercato n'a pas encore livré tous ses secrets, l'intérêt du Borussia Dortmund constitue une nouvelle preuve de l'ascension fulgurante d'Anis Hadj Moussa, désormais suivi par les plus grands clubs européens.

Portugal**Ronaldo reste confiant**

L'attaquant vedette de la sélection portugaise de football, Cristiano Ronaldo s'est dit «très positif» vendredi avant de s'envoler avec ses coéquipiers vers la Floride aux Etats-Unis, pour prendre part à la Coupe du monde 2026 (11 juin - 19 juillet). «C'est avec beaucoup d'espoir que nous abordons encore cette compétition», a dit le quintuple Ballon d'or de 41 ans, lors de sa première intervention devant les médias depuis le début de l'étape de préparation de la Selecao. Le Portugal lancera son Mondial le 17 juin face à la RD Congo avant d'affronter l'Ouzbékistan puis la Colombie dans le groupe K. La Selecao a joué ces derniers jours deux amicaux de préparation contre le Chili et le Nigeria, remportés tous les deux sur le score de 2 à 1, mais Cristiano Ronaldo est resté muet. «La préparation a été très bonne, fatigante, parce que nous avons travaillé dur», a ajouté le capitaine portugais en assurant se sentir «physiquement bien». «Je suis très positif, je crois que les choses vont bien se passer et que nous allons faire une bonne prestation», a affirmé cette icône du ballon rond, qui s'apprête à jouer son sixième Mondial. «C'est une génération très bonne (...) qui va donner beaucoup de joies aux Portugais. Le plus important c'est de bien commencer, avec le premier match, puis enchaîner avec le deuxième et le troisième... finir premiers du groupe et, à partir de là, avancer match après match», a conclu «CR7».

Vinicius (Brésil) :**«Notre Mission est de remporter le Mondial»**

Vinicius Júnior, étoile du Brésil et du Real Madrid, a adressé un message d'optimisme aux supporters de la Selecao à la veille du coup d'envoi de la Coupe du monde 2026. La Selecao se prépare à affronter le Maroc dimanche matin, pour la première journée de la phase de groupes. «Nous sommes ici pour remporter la Coupe du monde. Rien d'autre ne compte. C'est notre seule mission», a-t-il déclaré, selon les propos rapportés par Fabrizio Romano, spécialiste du mercato, sur son compte X. Il ajoute : «Nous avons huit matchs devant nous ; je peux faire basculer la compétition en faveur de notre pays et pour mes coéquipiers. » Il a conclu : «Je ne parle pas de buts ou de passes décisives, mais de bien jouer et de donner confiance à l'équipe... Peu importe le nombre de buts que je marque. Ce qui compte, c'est jusqu'où nous irons. » Le Brésil figure dans le groupe C, en compagnie du Maroc, d'Haïti et de l'Ecosse.

ILS ONT DOMINÉ LE PARAGUAY (4-1)**Les Etats-Unis impressionnants**

Les Etats-Unis ont impressionné lors de leur match d'ouverture de la Coupe du monde. Au SoFi Stadium d'Inglewood, en Californie, le coorganisateur s'est facilement imposé 4-1 face à un Paraguay sans réelle menace. Un csc et un doublé de Folarin Balogun ont permis de mener 3-0 à la mi-temps. Les États-Unis prennent ainsi la tête du groupe D, où l'Australie et la Turquie doivent encore entrer en lice.



Le sélectionneur Mauricio Pochettino a titularisé Sergiño Dest sur l'aile droite, tandis que l'ancien du PSV Malik Tillman occupait le poste de sentinelle. Ricardo Pepi, autre ex-Eindhoven, est entré en jeu après la mi-temps. Côté paraguayen, Julio Enciso, attaquant du RC Strasbourg, était finalement suffisamment remis de sa blessure subie face au Nicaragua pour débiter. Après un show de Katy Perry, Danny Makkellie a donné le coup d'envoi. Dès l'entame, les Etats-Unis ont lancé un contre-attaque fulgurante : Weston McKennie a servi Christian Pulisic, qui a effacé deux adversaires avant de centrer pour McKennie. La déviation malheureuse de Damián Bobadilla a ouvert le score (1-0, 3^e). Les États-Unis ont immédiatement cherché à en rajouter et ont lancé plusieurs belles attaques en peu de temps, sans résultat. Le Paraguay était dos au

mur, même s'il a brièvement réagi par l'intermédiaire d'Enciso. L'attaquant créatif a tiré à côté du but du gardien Matt Freese après un joli mouvement. La pause n'a rien changé : les Etats-Unis continuaient de dominer et, après une nouvelle incursion tranchante, Balogun pensait doubler la mise, mais l'arbitre signalait logiquement un hors-jeu. Soixante-quinze secondes plus tard, Balogun a finalement trouvé l'ouverture. L'attaquant de l'AS Monaco, servi sur un plateau depuis le côté gauche, a profité de l'espace au bord de la surface pour placer le ballon dans le coin opposé, hors de portée du gardien Orlando Gill : 2-0.

Les Américains ont bien géré

Les Etats-Unis n'étaient pas rassasiés : Chris Richards (tête au-dessus) et McKennie (arrêt de Gill) frôlaient le 3-0, avant que Balogun, après un crochet sur Omar Alderete, ne conclue

dans la lucarne juste avant la mi-temps. En seconde période, les Etats-Unis lèvent le pied et se contentent de gérer leur avantage. Le Paraguay, résigné mais pas abattu, se contente de limiter la casse. Moins tranchants, les Américains ont fini par céder à vingt minutes du terme. Après un duel aérien remporté aux abords de leur surface, Enciso a centré pour Mauricio, dont la frappe croisée a réduit le score : 3-1. Le remplaçant Ricardo Pepi aurait dû offrir une passe décisive peu après, si Tillman n'avait pas manqué de conviction avec un tir trop mol dans la surface paraguayenne. Les États-Unis n'ont pas tremblé davantage. Dans le temps additionnel, Giovanni Reyna a mis la cerise sur le gâteau : l'attaquant du Borussia Mönchengladbach a battu Gill d'une frappe placée du droit à l'entrée de la surface (4-1). Un début de tournoi très convaincant pour les Etats-Unis.

Faisant match nul face à la Bosnie,**Le Canada empoche son premier point**

Après le «futbol», place au «soccer» : au lendemain de l'ouverture spectaculaire dans un stade Azteca en fusion à Mexico, le Canada a lancé «son» Mondial à Toronto par un nul face

à la Bosnie (1-1), les Etats-Unis devant en faire de même à Los Angeles. Après six défaites concédées en autant de matches en Coupes du monde (1986 et 2022), les Canadiens, bien que privés de leur capitaine, le latéral du Bayern Munich Alphonso Davies, ont enfin brisé la malédiction, en tenant en échec des Bosniens qui avaient pourtant ouvert le score en première période par Jovo Lukic, titulaire en lieu et place du vétéran Edin Dzeko. C'est Cyle Larin, qui a égalisé à la 78e minute,

récompensant les efforts des Canucks, dans la liesse du BMO Field, qui avait déjà beaucoup vibré lors de l'hymne national interprété par la star des 90's Alanis Morissette, point d'orgue d'un spectacle d'avant-match également assuré par la chanteuse italo-canadienne Alessia Cara et le rappeur français Vegedream. Le Canada se contentera volontiers de ce premier point pris, qui leur permet de figurer honorablement dans le groupe B, où figurent l'épouvantail suisse et le Qatar.

Angleterre**Kane et Bellingham victimes du vol de leurs chaussures**

La Fédération anglaise de football a ouvert une enquête d'urgence après le cambriolage d'un véhicule transportant le matériel d'entraînement indispensable à l'équipe d'Angleterre. Le vol s'est produit pendant le trajet entre le camp de préparation de l'équipe à West Palm Beach, en Floride, et son quartier général officiel pour le tournoi, au Swope Soccer Village, dans le Missouri. Le personnel de sécurité soupçonne fortement l'implication de chauffeurs logistiques de confiance. La police locale a déjà été contactée pour retrouver la cargaison volée, tandis que le personnel d'encadrement s'efforce désespérément d'éva-

luer l'étendue exacte des articles manquants. Selon le Daily Mail, le staff de l'équipe d'Angleterre est sous le choc après une grave faille de sécurité, qui perturbe sérieusement les préparatifs tactiques à quelques jours de son premier match dans le tournoi. Outre les chaussures personnelles des joueurs, le vol a également visé le matériel technologique et médical du staff technique : équipements d'analyse de pointe, tableaux tactiques et tables de massage indispensables ont été dérobés, contraignant l'encadrement à une course contre la montre pour récupérer ou remplacer ces outils essentiels à ses plans minutieux.

Le désordre nuit à une préparation optimale

Cette distraction inquiétante en dehors du terrain menace de compromettre l'élan considérable acquis sous la houlette de Tuchel. Auparavant, le tacticien allemand avait mené une campagne de qualification impeccable, conduisant les Three Lions jusqu'à la phase finale avec huit victoires consécutives et huit clean sheets. De plus, le capitaine emblématique Kane était arrivé au camp de base en pleine forme après une saison historique en championnat avec le Bayern Munich, au cours de laquelle il avait inscrit 61 buts. Pourtant, ce sont les défaillances logistiques en

matière de sécurité qui ont accaparé l'actualité.

L'Angleterre doit rapidement retrouver sa concentration avant d'affronter, mercredi, la Croatie, un adversaire bien connu, pour son premier match. L'équipe de Tuchel aborde le tournoi en quête de régularité, après une victoire étriquée en amical contre la Nouvelle-Zélande, puis des défaites révélatrices face au Japon et à l'Uruguay. Le souvenir de la triste déroute célèbre défaite en demi-finale de 2018 encore vif, les Three Lions ne peuvent se permettre aucun relâchement tactique s'ils veulent naviguer avec succès dans une phase de groupes à l'extérieur et très disputée.

LES MOTS CROISÉS

LES MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT

I. Personnage principal d'un roman de chevalerie espagnol publié par Garcia Rodriguez de Montalvo en 1508. II. Ils sont toujours à la recherche de satisfactions purement matérielles. III. Il ne laisse rien passer. IV. Chez les anciens Grecs, privations des droits civils et politiques. Premier mot du nom d'un souverain ottoman qui fit de Bursa la capitale de son royaume. V. Affluent du Tibre. La fin de la CFDT. Une partie d'un duo que l'on retrouve dans un quatuor. VI. La maladie qu'elle provoque chez le cheval s'appelle la nagana. C'est dans cette ancienne ville de RDA que Karl Marx en 1841 obtint son doctorat en philosophie. VII. Grands cobes des roseaux. VIII. Personnage de ballet et défenseur des jouets contre les souris. IX. Avant-port d'Amsterdam. Pour un acteur jadis, le faire, c'était pousser l'émotion du public à l'extrême. Tissue de laine où le poil ne paraît pas. X. Pronom personnel. Ville d'Italie, province de Padoue. Unité de puissance. XI. Prénom féminin. Personnel en tête-à-tête. Il se boit tiède ou chaud. XII. On ne trouve pas plus simple. Suivant à la lettre ? XIII. Entraînent forcément la modification du relief du sol.

VERTICALEMENT

1. Elle a perdu son emploi dans le bâtiment en 1997 sans avoir été licenciée. 2. Située dans les Yvelines, elle est traversée par la Seine. 3. Aimantes...aimantées ? Affluent du Danube. 4. Une marque d'affection qui vous colle à la peau. Le crâne l'a dégagé. 5. Aujourd'hui je vais mais demain ce sera différent. Ce mot trouve sa signification en psychologie expérimentale. Possessif. 6. Dessinateur et humoriste français. Prénom masculin. 7. Poète norvégien auteur du Trompette du Nordland. Muries au soleil d'un mois d'été. 8. Diminutif d'un prénom masculin. Découpé en forme de doigt. Un peu petit. 9. Elle se trémousse. Personnage biblique. 10. Un autre personnage biblique. Arrivée et en fin d'année, en plus. Jeu d'origine africaine. 11. Etat des Etats-Unis. Fourrure de jeune agneau. 12. Ecrivain autrichien. Explorent du doigt. 13. Introuvable pour ceux qui ont perdu la boussole. La fin des haricots.

MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : **KALÉIDOSCOPE**

- RONALDO
- TERRAIN
- BUTS
- FIFA
- MATCH
- ROUGE
- TOUCHE
- CAMP
- GOAL
- MILIEU
- SAISON
- TRIBUNES
- CLUB
- ITALIE
- MITEMPS
- SCORE
- UEFA
- COMPETITION
- JAUNE
- ONZE
- SHORT
- VERTS
- CORNER
- LIBERO
- PARC
- SIFFLET
- AMORTI
- DIVISION
- LOB
- PASSE
- SPORT
- BLEUS
- DOPAGE
- LUCARNE
- SURFACE
- BRESIL
- DRIBBLE
- MAIN
- TACLE
- BUTEUR
- FAUTE
- MARADONA

SUDOKO

SUDOKO - LES MOTS CROISÉS

SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS

UN ÉCRIVAIN ET CINÉASTE QUI A MARQUÉ DURABLEMENT LE CINÉMA DE L'IMMIGRATION

Disparition de Mehdi Charef à l'âge de 72 ans

Le cinéaste et écrivain franco-algérien Mehdi Charef est décédé à l'âge de 72 ans, laissant derrière lui une œuvre marquante qui a profondément renouvelé le regard porté sur l'immigration et les banlieues dans le cinéma français. Auteur, réalisateur et scénariste, il a su transformer son propre parcours en une création artistique saluée par la critique, avec des films et des romans devenus des références, à commencer par *Le Thé au harem d'Archimède*.



NASSIM TERKI

Le cinéaste et écrivain franco-algérien Mehdi Charef s'est éteint mercredi dernier à l'âge de 72 ans, «dans son sommeil». Avec sa disparition, le monde de la culture perd une voix singulière qui a profondément marqué le cinéma français et porté à l'écran, dès les années 1980, le vécu des enfants issus de l'immigration maghrébine. Né en 1952 à Maghnia, Mehdi Charef rejoint la France en 1962 alors qu'il n'a que dix ans. Comme de nombreux enfants de cette période marquée par l'histoire coloniale, il grandit dans les bidonvilles et les cités de transit avant de connaître le monde ouvrier. Ce parcours personnel nourrira plus tard une œuvre littéraire et cinématographique largement inspirée de son expérience et de celle de toute une génération. La disparition de l'artiste a suscité une vive émotion. Sur Facebook, son ami Ahmed Bedjaoui, producteur et figure du cinéma algérien, lui a rendu un hommage appuyé en écrivant : «Un grand cinéaste et un grand écrivain s'en est allé,

pour rejoindre ses ancêtres partis de Maghnia. Il restera comme l'un des premiers à avoir pris la parole par la caméra pour parler au nom de tous ceux qui, fils d'immigrés comme lui, ont apporté une voix alternative, une voie partie de la douleur du tiraillement et arrivée vers la création comme une délivrance.»

C'est à l'âge de 31 ans que Mehdi Charef signe son premier long métrage, «Le Thé au harem d'Archimède», sorti en 1984 et adapté de son propre roman publié un an plus tôt. L'œuvre raconte le quotidien de jeunes Maghrébins vivant dans une cité de la banlieue parisienne et se distingue par un regard inédit sur leur réalité sociale. Le réalisateur y décrit les difficultés de la vie quotidienne, les petits emplois, les rêves, les amitiés et les désillusions, tout en donnant à ses personnages une parole authentique, loin des représentations habituelles de l'époque.

Nommé au César du meilleur premier film, «Le Thé au harem d'Archimède» s'impose rapidement comme une œuvre majeure du cinéma français consacré aux banlieues et demeure aujourd'hui une référence pour plusieurs générations de cinéastes et de spectateurs.

Parallèlement à son activité derrière la caméra, Mehdi Charef a poursuivi une carrière littéraire remarquable. Il est l'auteur de quatre romans publiés au Mercure de France, parmi lesquels «Le Thé au harem d'Archimède» et «La Maison d'Alexina», parue en 2005. En 2019, il publie son autobiographie «Rue des Pâquerettes» aux Éditions Hors d'Atteinte, un récit consacré notamment à son enfance à Nanterre, récompensé l'année suivante par le Prix littéraire de la Porte Dorée.

Son parcours cinématographique compte onze réalisations. Après «Miss Mona» en 1987, il signe notamment «Marie-Line» en 1999, avant de réaliser «Graziella» en 2005 puis «Cartouches Gauloises» en 2007. Tourné en Algérie avec le soutien d'Ahmed Bedjaoui, de Michèle Gavras et de Yacine Laloui, ce dernier film occupait une place particulière dans son parcours artistique et représentait pour lui un véritable retour à ses racines. À travers ses romans et ses films, Mehdi Charef a raconté la mémoire, l'exil et le quotidien de nombreuses familles immigrées. Son œuvre occupe une place importante dans le paysage culturel et cinématographique.

L'ALGÉRIE PRÉSENTE LA DIVERSITÉ DE SON PATRIMOINE AU VILLAGE CULTUREL MONDIAL DE MEXICO

À l'occasion du Village culturel mondial de Mexico 2026 (Aldea Global 2026), organisé du 10 au 21 juin en marge de la Coupe du monde de football, l'Algérie présente au public un large aperçu de son patrimoine, de son histoire et de ses traditions.

Le pavillon algérien a été conçu comme un espace de découverte où les visiteurs peuvent explorer les différentes « facettes » du pays. L'artisanat y occupe une place importante avec des créations inspirées du zellige, des bijoux traditionnels et des œuvres d'arts plastiques qui témoignent de la richesse du savoir-faire national.

Une exposition photographique retrace également plusieurs pages du patrimoine culturel algérien et met à l'honneur des figures qui ont marqué l'histoire du pays, notamment l'Émir Abdelkader. Des ouvrages à caractère culturel, historique et artistique sont aussi proposés au public.

Les vêtements traditionnels occupent eux aussi une place centrale dans cette participation. Le caftan, le karakou, la blousa et la melhafa chaouie sont présentés avec des explications sur leurs origines, leur évolution et leur valeur dans les différentes régions du pays. Grâce à des supports audiovisuels, les visiteurs peuvent découvrir des paysages, des sites touristiques et des espaces naturels représentatifs de l'Algérie. Un espace consacré à la gastronomie permet également de goûter à plusieurs spécialités traditionnelles illustrant la diversité du patrimoine culinaire national.

Le programme comprend enfin des animations artistiques et musicales destinées à faire connaître les différentes expressions du patrimoine algérien.

À travers cette présence à Mexico, l'Algérie entend renforcer sa visibilité sur la scène culturelle internationale, mettre en avant les éléments de son patrimoine matériel et immatériel, notamment ceux inscrits ou proposés à l'inscription sur les listes de l'UNESCO, et promouvoir le pays comme une destination culturelle et touristique ouverte sur le monde et attachée au dialogue entre les peuples.

Jean Ziegler ou l'insoumission comme devoir moral

Beaucoup trop souvent les intellectuels ont traversé leur époque en s'y adaptant. Et puis il y a ceux, pas très nombreux, qui la traversent en la contestant. Jean Ziegler appartenait à cette seconde catégorie.

Le sociologue suisse Jean Ziegler vient de nous quitter à l'âge de 92 ans. Avec lui disparaît une voix singulière, obstinée, parfois dérangeante, mais toujours habitée par une même exigence : refuser que l'injustice devienne une habitude et que l'indifférence se transforme en vertu.

Dans un monde où les puissants parlent de croissance pendant que les pauvres comptent leurs repas, Jean Ziegler avait choisi son camp depuis longtemps. Non pas celui des idéologies figées, mais celui des affamés, des oubliés, des invisibles.

Toute son œuvre fut une longue accusation contre un système économique mondial qu'il considérait non comme un accident de l'his-

toire, mais comme une machine produisant méthodiquement exclusion, dépendance et souffrance.

Il répétait une phrase devenue célèbre :

« Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné. »

Cette formule choquait certains. Elle obligeait surtout chacun à regarder en face une réalité que notre confort préfère souvent tenir à distance.

Car pour Ziegler, la faim n'était pas une fatalité naturelle. Elle était un choix politique. Une conséquence de rapports de force, de spéculations, d'intérêts économiques et d'une mondialisation qui promettait l'abondance tout en laissant des millions d'êtres humains au bord du chemin. À travers des ouvrages devenus incontournables comme *Les Nouveaux Maîtres du monde*, *L'Empire de la honte* ou encore *Destruction massive*, il a tenté de mettre des mots sur ce que beaucoup pressentaient sans parvenir à le formuler : la violence écono-

mique peut tuer autant que les armes, mais elle agit souvent dans le silence.

Bien sûr, Jean Ziegler n'a jamais fait l'unanimité. Ses prises de position étaient parfois contestées, ses analyses jugées excessives par ses adversaires. Mais les grandes consciences critiques ont rarement été consensuelles. Le consensus est souvent le refuge des temps tranquilles ; lui préférait l'inconfort de la contestation.

En cela, il s'inscrit dans la lignée de ces intellectuels qui considéraient que penser n'est pas seulement comprendre le monde, mais aussi interroger les mécanismes qui le rendent injuste. Il rappelait sans cesse que la neutralité absolue n'existe pas lorsqu'il s'agit de la dignité humaine.

Face à la faim, à l'humiliation et à la misère, le silence est déjà une prise de position. Aujourd'hui, alors que les inégalités mondiales atteignent des sommets vertigineux, alors que des populations entières continuent

de subir les conséquences de guerres, d'embargos, de prédatations économiques et de crises climatiques, la disparition de Jean Ziegler résonne comme un rappel : les combats qu'il menait n'ont pas disparu avec lui.

Son héritage ne réside pas seulement dans ses livres ou dans ses fonctions au sein de l'Organisation des Nations unies. Il réside dans cette question qu'il n'a cessé de poser à notre conscience collective : comment accepter que l'humanité dispose des moyens de nourrir tous les êtres humains et tolère pourtant que certains meurent encore de faim ?

Cette question demeure. Et tant qu'elle demeurera sans réponse, Jean Ziegler continuera, d'une certaine manière, à nous déranger.

Peut-être est-ce là la plus belle définition d'un intellectuel : celui qui, même disparu, continue à empêcher les consciences de dormir.

* **Abdenasser Smail.**
Auteur et historiographe

Trait d'esprit

« Les perdants arrêtent quand ils échouent, les gagnants échouent jusqu'à ce qu'ils réussissent. »

Robert Kiyosaki

Tacherift rend visite à Djamila Bouhired et au « Commandant Azzedine »



Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a rendu visite à la moudjahida Djamila Bouhired et au moudjahid Rabah Zerari, dit « Commandant Azzedine », à leurs domiciles respectifs à Alger, afin de s'enquérir de

leur état de santé, a indiqué vendredi passé un communiqué du ministère. Cette visite, qui s'est déroulée jeudi, témoigne de « l'attention particulière » que le secteur des moudjahidines et des ayants droit porte aux moudjahidates et aux moudjahidines, ainsi que de « la préoccupation constante de s'enquérir de leur état et de prendre connaissance de leurs préoccupations, par fidélité aux immenses sacrifices qu'ils ont consentis pour la libération de la patrie et le recouvrement de sa souveraineté nationale », précise-t-on de même source. À cette occasion, le ministre a exprimé « son immense fierté et sa profonde reconnaissance pour les faits glorieux et les immenses sacrifices consentis par les symboles de la révolution de libération pour l'indépendance de l'Algérie », rappelant que « l'État algérien, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, continue d'accorder une attention particulière aux moudjahidine et aux ayants droit, en reconnaissance de leur contribution historique aux gloires de la nation ». Cette visite a également permis de raviver des « pages lumineuses » de l'histoire de la glorieuse Révolution de Libération, et d'évoquer le riche parcours militant de la moudjahida symbole Djamila Bouhired et du moudjahid Rabah Zerari, dit « Commandant Azzedine », « deux figures emblématiques de la lutte nationale, représentant un patrimoine vivant de la glorieuse mémoire de l'Algérie ».

Drogue en provenance du Maroc : 98 kg saisis par la BRI de Naâma

Les éléments de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la Sûreté de wilaya de Naâma ont démantelé un réseau criminel organisé transfrontalier et saisi plus de 98 kg de kif traité en provenance du Maroc, indique vendredi passé un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). « Les investigations opérationnelles enclenchées par les enquêteurs de la BRI, dans le cadre de la lutte contre les crimes liés au trafic de drogue, ont permis d'identifier les membres du réseau, suite à quoi une descente a été menée dans une cache aménagée pour dissimuler la marchandise prohibée, aboutissant à l'arrestation de quatre (4) membres de ce réseau », précise le communiqué. « L'opération, menée sous la supervision du parquet territorialement compétent, s'est également soldée par la récupération d'un véhicule utilitaire et d'une moto utilisés dans cette activité criminelle », ajoute la même source, indiquant que « les suspects ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal d'Aïn Sefra ».

La Coupe d'Algérie de cyclisme sur route (juniors/seniors) reportée

La Fédération algérienne de cyclisme (FAC) a annoncé le report de la troisième édition de la Coupe d'Algérie de cyclisme sur route (juniors/seniors), initialement prévue du 18 au 20 juin 2026 à Tlemcen. Cette décision, prise à l'issue d'une réunion de travail entre les services de sécurité, les autorités locales et la Ligue de cyclisme de la wilaya de Tlemcen, organisatrice de l'événement s'explique par des contraintes organisationnelles. Une nouvelle date sera communiquée ultérieurement par la FAC.

Leila Asaloui participe aux travaux de la Commission de Venise

La présidente de la Cour constitutionnelle, Leila Asaloui, a pris part, vendredi passé à Venise, à la 147e session plénière de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise). Les débats ont porté sur les activités de la Commission et l'adoption de projets d'avis sur des textes législatifs de plusieurs États membres. Elle était accompagnée du membre de la Cour, Bahri Saadallah. Une réunion conjointe des sous-commissions sur le pouvoir judiciaire, l'État de droit et les institutions démocratiques a précédé cette séance.

Le Nouvel An de l'hégire attendu pour ce mardi ou ce mercredi

Les observatoires astronomiques du monde musulman se prépareront, dans la soirée du lundi 15 juin 2026, à scruter le ciel pour repérer le croissant lunaire annonçant le début du mois de Mouharram 1448, marquant ainsi le Nouvel An de l'hégire. D'après les calculs astronomiques, le premier jour de Mouharram 1448 devrait correspondre au mardi 16 juin 2026. Toutefois, cette date ne sera officiellement confirmée qu'après

l'observation visuelle du croissant par les autorités religieuses de chaque pays, conformément à la tradition islamique. Si le mois de Dhou al-hijja compte 29 jours, alors le début de Mouharram et, par conséquent, le Nouvel An de l'hégire, seront bien fixés au mardi 16 juin. En revanche, si le croissant n'est pas visible le 29e jour, le mois de Dhou al-hijja comptera 30 jours, et le premier jour de Mouharram sera alors reporté au mercredi 17 juin 2026.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

SAÏD CHANEGRIHA :

L'ANP engagée dans une bataille décisive pour préserver la souveraineté nationale

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a présidé, hier, la cérémonie d'installation du Général-Major Mohamed Ahmed Sayah à la tête de l'École supérieure de Guerre, en remplacement du Général-Major Hamid Fekane.

PAR NASSIM T.

À l'entame de la cérémonie, le Général d'Armée a procédé à l'inspection des carrés des cadres et des personnels de l'École alignés sur la place d'armes, avant d'annoncer officiellement l'installation du Général-Major Mohamed Ahmed Sayah en remplacement du Général-Major Hamid Fekane. S'adressant aux cadres, officiers et personnels de l'École supérieure de Guerre, le Général d'Armée a insisté sur la nécessité d'adapter en permanence les programmes d'enseignement aux mutations rapides que connaît le monde actuel, notamment dans les domaines géostratégique, géopolitique et militaire. Il a notamment souligné que « cette École a su s'imposer comme un phare du savoir et un centre d'excellence dont sont issus des officiers compétents, capables de s'adapter aux évolutions géostratégiques et géopolitiques d'un monde en perpétuel changement ». Poursuivant son intervention, il a affirmé : « Il vous appartient, à vous qui avez la charge de cette École supérieure, de poursuivre avec détermination dans



cette voie et de redoubler d'efforts pour adapter les programmes pédagogiques dispensés aux exigences du monde d'aujourd'hui et aux profondes mutations que connaissent les affaires militaires. » Insistant sur la valorisation des compétences acquises au sein de l'ANP, il a également déclaré : « Vous devez, en outre, veiller à faire de l'École une véritable force de proposition, en valorisant les initiatives de ses cadres et de ses officiers stagiaires grâce à l'expérience précieuse acquise au sein des unités de corps de bataille et des différentes structures de l'ANP. Cette expérience les qualifie pleinement pour formuler des propositions pertinentes, notamment dans le domaine du retour d'expérience sur les conflits modernes et des mesures à prendre pour adapter les capacités de nos unités opérationnelles aux évolutions de l'art de la guerre. » Évoquant enfin les défis auxquels fait face l'Armée nationale popula-

re dans le contexte actuel, le Général d'Armée a rappelé que « l'Armée nationale populaire mène aujourd'hui une bataille décisive, dans toute la plénitude de ce terme, pour adapter ses forces et ses unités aux défis de la conjoncture actuelle, particulièrement à l'aune du contexte régional et international marqué par l'instabilité ». Il a ajouté que l'ANP « attend de l'ensemble de ses fils qu'ils contribuent efficacement à cette dynamique de développement prometteuse afin de relever le défi de la préservation de l'indépendance et de la souveraineté nationales, et de faire face à toute tentative hostile visant à déstabiliser notre pays ou à porter atteinte à la sécurité, à l'unité et à la sérénité de notre vaillant peuple ». La cérémonie s'est achevée par la signature du Livre d'or de l'École supérieure de Guerre par le Général d'Armée, conclut le communiqué du ministère de la Défense nationale. ■

JOURNÉE INTERNATIONALE DU DONNEUR DE SANG Campagne du CRA dans plusieurs wilayas

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a annoncé, samedi dans un communiqué, l'organisation d'une campagne nationale de don de sang, à travers nombre de wilayas, à l'occasion de la Journée internationale du donneur de sang, célébrée le 14 juin de chaque année. Dans le contexte « de la concrétisation de son engagement humanitaire et de solidarité visant à appuyer le système national de santé et à renforcer la culture de don de soi et de la solidarité sociétale, le CRA célèbre la Journée internationale du donneur de sang, à travers l'organisa-

tion d'une large campagne nationale de don de sang, à travers nombre de wilayas, sous la supervision de la Commission nationale du CRA », précise le communiqué. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du « soutien aux besoins des établissements hospitaliers en sang et de ses dérivés et du renforcement du don volontaire et régulier, à même de contribuer à assurer une prise en charge idoine des malades et des personnes atteintes ». Le programme national de la campagne englobe nombre de wilayas du pays, à savoir Adrar, Chlef, Laghouat, Batna, Biskra, Bé-

char, Tlemcen, Tiaret, Tizi Ouzou, Jijel, Sétif, Saïda, Skikda, Médéa, El-Bayadh, Bordj Bou Arreridj, Boumerdes, Khenchela, Mila, Aïn Defla, Aïn Témouchent, Ghardaïa et Béni Abbès Pour la wilaya d'Alger, la campagne sera organisée au niveau de la station de métro « Tafoura-la Grande Poste ». L'opération « se poursuivra à travers les commissions de wilaya au niveau des wilayas susmentionnées, dans le cadre de la concrétisation de la dimension nationale et solidaire de cette initiative humanitaire », conclut le communiqué. ■